

PANORAMA

HIVER 2017 / N° 63

Les régions ultrapériphériques unissent leurs forces dans toute l'UE

LA MISE EN ŒUVRE
DES FONDS ESI
EST SUR LA BONNE
VOIE



LA POLITIQUE
DE COHÉSION ET LA
RÉGION DE VALENCE



PANORAMA

ÉDITORIAL.....	3	MALTE SE CRÉE UN AVENIR MEILLEUR.....	46
LA BULGARIE ANTICIPE LA PRÉSIDENTE DE L'UE.....	4	PHOTOGRAPHIÉ À MALTE.....	48
LA BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ RESSERRE LES LIENS.....	7	PROGRAMME D'APPUI À LA RÉFORME STRUCTURELLE.....	50
LA MISE EN ŒUVRE DES FONDS ESI EST EN BONNE VOIE.....	10	LES TERRITOIRES AU CŒUR DE LA COHÉSION.....	51
LES PARTENARIATS URBAINS EN ACTION.....	14	LES DÉPARTEMENTS DE FRANCE ET LA POLITIQUE DE COHÉSION.....	52
STRATÉGIE DE L'UE EN FAVEUR DES RÉGIONS ULTRAPÉRIPHÉRIQUES.....	16	RÉGION EUROPÉENNE ENTREPRENANTE 2017.....	53
LES FEMMES DANS L'EMPLOI ET LES ASSEMBLÉES RÉGIONALES.....	26	BILAN DE SANTÉ DES SOINS TRANSFRONTALIERS.....	54
10 ^{ÈME} ANNIVERSAIRE DES PRIX REGIOSTARS.....	28	LA RÉGION MÉDITERRANÉENNE STIMULE L'ÉLABORATION DE POLITIQUES.....	56
CAMPAGNE «L'EUROPE DANS MA RÉGION».....	30	DES PROJETS DE BELGIQUE, DE LITUANIE ET DE RÉPUBLIQUE TCHÈQUE.....	57
JOURNALISTES EN HERBE À L'EWRC.....	34	NOUVELLES EN BREF.....	60
IVY: LA VOIX DES VOLONTAIRES.....	36	PROGRAMME.....	63
COMMUNAUTÉ VALENCIENNE: UNE APPROCHE CONSTRUCTIVE.....	38		



04



16



46



54

Dans cette édition...

L'édition d'hiver de *Panorama* nous emmène à la rencontre des régions ultrapériphériques de l'Union, et présente un compte rendu de la récente conférence des présidents à laquelle ont assisté le président Jean-Claude Juncker et la commissaire Corina Crețu. Nous analyserons la stratégie renouvelée en faveur de ces régions, qui vise à les aider à tirer le meilleur parti de leur situation unique au sein de l'Union et du reste du monde, et présenterons des projets et des témoignages. Nous nous plongerons également dans le rapport stratégique sur la mise en œuvre des Fonds ESI publié récemment, et tâcherons de trouver des éléments solides attestant de l'ampleur et de l'incidence de ces investissements sur la vie des citoyens à travers le continent.

Dans cette édition, notre profil régional s'intéresse à la Communauté valencienne en Espagne avec, à la clé, des profils de projets et une interview du président Ximo Puig. En outre, nous présenterons des jeunes et leurs efforts en vue de s'engager dans des actions de politique régionale et européenne, grâce à notre concours de blogs «L'Europe dans ma région», à des

formations à l'intention des jeunes journalistes et à l'initiative Interreg Volunteer Youth.

De plus, ce numéro présente également les moments-phares du Forum des villes consacré à l'agenda urbain pour l'UE qui s'est tenu récemment à Rotterdam, ainsi qu'une contribution de la future présidence bulgare exposant sa vision et ses priorités. La rubrique «La parole est à vous» vous propose des contributions qui nous viennent du Parlement européen, de France, d'Italie et d'Espagne tandis que la section «projets» nous emmène en Belgique, en République tchèque et en Lituanie et présente en images des projets menés à Malte.

AGNÈS MONFRET

Chef de l'unité chargée de la communication, Direction générale de la politique régionale et urbaine, Commission européenne

ÉDITORIAL

Les derniers mois de 2017 ont été porteurs de bonnes nouvelles pour toutes les personnes associées à la construction d'une Europe meilleure et plus forte. Les derniers sondages indiquent que les citoyens reprennent confiance en la capacité de notre Union à les aider à améliorer leur vie et les perspectives d'avenir de leurs enfants, et le mérite en revient très certainement à la politique de cohésion.

Le rapport stratégique sur la mise en œuvre des Fonds structurels et d'investissement européens publié récemment montre que la moitié de l'allocation totale de l'UE pour la période 2014-2020 a déjà été attribuée à deux millions de projets à travers l'Europe, pour un montant total de 278 milliards d'EUR.

Cette enveloppe de 278 milliards d'EUR apporte des améliorations concrètes dans la vie des citoyens: croissance, emploi, soins de santé, écoles, accessibilité, intégration des migrants et changement climatique. En bref, ces investissements incarnent une Europe qui agit en faveur de ses citoyens et des générations à venir.

De plus, ces résultats revêtent une importance capitale pour le proche avenir. D'ici quelques mois, la Commission présentera sa proposition pour le prochain cadre financier pluriannuel, au-delà de l'après-2020, qui sera suivi du projet de cadre politique et juridique pour la politique de cohésion. Dans ce contexte, il est essentiel que nous unissions nos forces pour sensibiliser les décideurs politiques, les acteurs de la politique



de cohésion et les citoyens en général sur l'efficacité de la politique. Elle offre aux pays et régions de l'UE un cadre à long terme pour les investissements qui habilite des milliers de partenaires sur le terrain à mettre en œuvre les priorités de la politique de l'Union toute entière. À l'instar des éditions précédentes, je me fais une joie de retrouver dans cette édition de *Panorama* des contributions qui nous viennent des États membres, des régions et des villes et qui véhiculent le même message. Je prends bonne note de leurs encouragements et recommandations.

Je suis aussi ravie que cette édition comprenne un «volet régions ultrapériphériques». Notre récente communication sur ces régions européennes reculées, qui intervient dans la foulée de ma visite en Guyane aux côtés des présidents Juncker et Macron, témoigne du soutien que la politique de cohésion accorde à chaque région d'Europe, quelle que soit sa situation géographique. ■

CORINA CREȚU

Commissaire européenne en charge de la politique régionale

La Bulgarie se prépare à faire avancer le débat sur la politique de cohésion

Alors que la Bulgarie s'apprête à assumer la présidence de l'UE en janvier 2018, Tomislav Donchev, vice-Premier ministre, fait entendre son point de vue sur le débat actuel concernant la politique de cohésion après-2020 et l'importance de la solidarité européenne.



Quel rôle ont joué les fonds de cohésion de l'UE pour les citoyens bulgares depuis l'adhésion de votre pays à l'UE il y a dix ans? Pouvez-vous évoquer quelques projets?

L'impact de la politique de cohésion sur la société bulgare est considérable, et les effets des investissements se font sentir sur le long terme. Les résultats sont déjà visibles. Plus de 12 000 projets ont été soutenus au cours des dix dernières années, et les réalisations accomplies dans le pays grâce à la mise en œuvre des fonds européens jouent un rôle décisif: plus de 800 000 étudiants ont participé à des activités scolaires et extra-scolaires; près de 70 000 chômeurs ont bénéficié de formations spécialisées; 1120 jeunes entreprises ont bénéficié de subventions; et plus de 372 000 lieux de travail ont été établis, etc.

Quels bénéfices la Bulgarie a-t-elle retirés de sa collaboration avec les autres États membres et régions de l'UE?

L'adhésion de la Bulgarie à l'Union européenne a augmenté le rayonnement de notre pays, sans en augmenter le territoire. Les quatre libertés de l'UE – la libre circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux – nous ont offert d'excellentes opportunités et ont élargi considérablement notre horizon. D'une part, nous avons un plus large éventail de produits et de services, davantage de possibilités d'aller travailler, vivre et étudier à l'étranger, nous avons accès à un immense marché potentiel, et il est plus facile de faire des affaires et de coopérer avec les différents pays et régions de l'UE. D'autre part, nous sommes confrontés au défi majeur de la «fuite des cerveaux». L'émigration des jeunes très bien formés et hautement qualifiés est un problème pour la Bulgarie, comme pour les autres pays d'Europe centrale et orientale.

Dans quelle mesure les programmes actuels continueront-ils à stimuler l'économie? Quels résultats concrets espérez-vous atteindre à la fin de la période de programmation actuelle (2014-2020)?

L'effet positif très marqué des investissements européens se reflète dans les indicateurs macroéconomiques de la Bulgarie pour la période 2007-2013. L'emploi a connu une hausse de plus de 15 %, le salaire moyen a augmenté de près de 15 % et la consommation privée a progressé de près de 14 %. Cette embellie a également eu des répercussions sur le produit intérieur brut qui, d'après nos estimations, a crû de plus de 11 % grâce aux investissements européens. Étant donné que la qualité du processus de programmation de la période actuelle est meilleure que celle de la période précédente, je suis convaincu que les résultats que nous obtiendrons à l'horizon 2023 seront nettement meilleurs.



◀ Le parc technologique de Sofia est le premier parc scientifique et technologique du pays conçu comme une plateforme pour l'échange de connaissances et d'idées entre le milieu universitaire et le monde de l'entreprise, et qui vise à renforcer la présence de la Bulgarie sur l'échiquier mondial de la recherche et de l'innovation.

D'aucuns avancent que les pays moins développés ne disposent pas de la capacité administrative pour gérer les fonds de l'UE mis à leur disposition. Qu'en pensez-vous?

Je ne peux pas être d'accord avec une telle appréciation – du moins, elle ne s'applique certainement pas à l'ensemble des régions moins développées. Ces dernières années, les projets d'infrastructure les plus complexes et de grande envergure ont été mis en œuvre dans ces

régions. Il ne faut pas oublier que la gestion des investissements européens concerne non seulement les objectifs de la politique de cohésion, mais aussi la bonne application de la législation européenne dans les domaines des aides d'État, des marchés publics, de la protection de l'environnement, etc. En fait, cette démarche exige de suivre des procédures longues et complexes qui peuvent parfois donner l'impression d'un retard ou d'un manque de capacité.

Au cours du premier semestre 2018, la Bulgarie exerce la présidence du Conseil de l'UE, pour la première fois depuis son adhésion en 2007. Comment vivez-vous cette opportunité?

La présidence du Conseil de l'UE est une excellente opportunité pour mettre en lumière les progrès que nous avons accomplis au cours de ces dix années d'adhésion à l'UE. Nous nous efforcerons de créer des occasions d'engager un débat constructif sur les enjeux clés de

“ Plus de 12 000 projets ont été soutenus au cours des dix dernières années, et les réalisations accomplies dans le pays grâce à la mise en œuvre des fonds européens jouent un rôle décisif. ”



▲ La tour d'observation des oiseaux a été érigée dans le cadre du projet «Restauration et conservation de l'état favorable des espèces protégées dans les zones protégées des marais d'Aldomirovci et les municipalités de Slivnitsa et de Dragoman».

Le projet intitulé «Amélioration des espaces publics importants pour l'intégration sociale et le développement urbain durable dans la municipalité de Burgas» promeut la création de centres durables, accessibles et attrayants en vue d'améliorer la compétitivité des régions. >



notre avenir européen commun. J'ai la conviction que seul un débat honnête et ouvert peut nous permettre de nous engager sur la bonne voie. Nous avons tous conscience des défis auxquels nous sommes confrontés dans les domaines de la défense, de la sécurité et de la migration, mais il convient également de préserver les politiques traditionnelles de l'UE. La présidence bulgare arrive à point nommé, car il est bien connu que notre position a toujours reposé sur les valeurs européennes de liberté, d'unité et de solidarité.

Les discussions sur la politique de cohésion après-2020 s'intensifient. Quelles sont les priorités de la présidence bulgare dans ce domaine et comment comptez-vous procéder?

Ces dernières années, la plupart des discussions sur la solidarité européenne se sont intéressées à son importance et à ses effets à court terme. Ces aspects ont été privilégiés pour des raisons objectives, telles que la crise économique et financière, la crise des réfugiés et les crises régionales, de nature différente. Nous pouvons affirmer que les institutions européennes et les États membres ont répondu de manière souple à ces

défis, ce qui, dans une large mesure, a contribué à la reprise de l'économie européenne et nous a permis de nous inscrire à nouveau dans une dynamique haussière. On oublie souvent que nous sommes parvenus à surmonter les défis qui se dressaient devant nous grâce aux bons résultats obtenus grâce aux investissements des fonds européens. La raison pour laquelle l'Europe est capable de se relever de graves crises est la conviction de ses citoyens, des autorités locales et des entreprises de la force de la solidarité européenne.

Quels ont été vos contacts avec la présidence actuelle exercée par l'Estonie ainsi que celle de l'Autriche, prévue pour la seconde moitié de 2018?

Il est clair que le programme du trio des présidences est un effort conjoint de nos pays, qui partagent une vision commune

des principales priorités, tendances et enjeux de l'Union. Nous sommes en contact étroit et permanent avec nos collègues sur tous les aspects clés, et je pense qu'il convient de féliciter la présidence estonienne pour le travail formidable qu'elle a accompli et pas uniquement dans le domaine des politiques régionales et de cohésion. La présidence autrichienne sera confrontée au grand défi qui consiste à rationaliser les véritables négociations sur le cadre financier pluriannuel après-2020 et le paquet législatif sur les fonds de l'UE pour la prochaine période de programmation. Nous nous efforcerons de leur apporter notre soutien, non seulement en engageant les premières discussions une fois les dossiers sur la table, mais aussi en tant que partenaire constructif. ■



▲ La station de métro de l'aéroport de Sofia assure une liaison directe et facile entre la capitale et le terminal passagers de l'aéroport.

INTERVIEW



Bourgogne-Franche-Comté: des liens plus étroits en faveur d'une cohésion économique, sociale et territoriale

Patrick Ayache, vice-président en charge des affaires européennes et internationales de la région Bourgogne-Franche-Comté, expose les effets de la fusion dans tous les aspects de la cohésion territoriale.

Pour la Région Bourgogne-Franche-Comté, quel est l'impact de la récente réforme territoriale française sur les programmes opérationnels et leur gestion, restée au niveau des régions telles que définies avant la réforme ?

La fusion des régions décidée en 2015 a en effet constitué une réforme extrêmement importante de l'organisation territoriale française et elle a aussi fortement impacté la mise en œuvre de la politique de cohésion au niveau local. Avec la réforme, la région Bourgogne-Franche-Comté est ainsi devenue de fait autorité de gestion de 5 programmes européens différents représentant plus d'1,4 Milliards d'euros dédiés au développement de nos territoires, de notre économie, de l'emploi, de la transition énergétique...Ce levier européen représente un atout et une opportunité considérables pour la nouvelle grande région.

Suite à la fusion de la Bourgogne et de la Franche-Comté, nous avons souhaité ne pas remettre en cause les programmes opérationnels Bourgogne et Franche-Comté/Jura qui ont fait l'objet d'un travail long et fourni avec le partenariat régional et les services de la Commission européenne, de la DG Regio en

“ La fusion régionale a par ailleurs permis de créer et développer à l'échelle d'un large territoire un outil unique au service des porteurs de projets : la Fabrique à projets. ”

particulier. Il s'est agi d'assurer la continuité d'une mise en œuvre en cours, d'apporter de la stabilité et de l'efficacité

aux bénéficiaires des programmes opérationnels. En revanche, nous nous efforçons d'harmoniser, autant que faire se peut, les procédures de mise en œuvre des programmes opérationnels afin d'assurer, sur l'ensemble du territoire de Bourgogne-Franche-Comté, une unité d'intervention des fonds européens structurels et d'investissement.

La fusion régionale a par ailleurs permis de créer et développer à l'échelle d'un large territoire un outil unique au service des porteurs de projets : la Fabrique à projets. J'ai souhaité créer cet outil et lui donner pour objectif de contribuer à la meilleure consommation des crédits européens, en facilitant la constitution des dossiers, en simplifiant les démarches et en accélérant la mobilisation des fonds européens. Concrètement, la mise en place d'un réseau d'experts à la région permet d'orienter les bénéficiaires potentiels de FESI, de les informer lors de sessions d'informations générales et thématiques, de les accompagner lors



◀ Panorama du village de Morteau.

Les programmes opérationnels Bourgogne et Franche-Comté/Jura ont pour objectif prioritaire de stimuler la croissance économique et de créer des emplois, en particulier pour les PME en s'appuyant sur les atouts spécifiques de la région. Dans quelle mesure cet objectif est-il rencontré à ce stade, et quels sont les résultats concrets que vous souhaitez atteindre en termes de création d'emplois ?

d'ateliers pédagogiques de la conception à la finalisation de leurs projets.

Quels sont les avantages et les inconvénients de l'approche, mise en œuvre pour la période de programmation actuelle, visant à intégrer les harmoniser les règles entre fonds européens et à permettre l'usage d'instruments financiers tels que des prêts ou des garanties ?

Si l'approche plurifonds a été renforcée sur la génération de programme 2014-2020, il faut aller encore plus loin dans la définition de règles de mise en œuvre commune et aller vers encore plus de simplification. En région Bourgogne-Franche-Comté, nous essayons à notre échelle d'avoir l'approche la plus intégrée possible des fonds européens notamment en matière de communication pour renforcer la connaissance des interventions européennes auprès des acteurs locaux et du grand public.

Les instruments financiers sont des outils stratégiques très importants pour

soutenir la compétitivité de nos PME et l'innovation. Ils sont aujourd'hui essentiels et en région Bourgogne-Franche-Comté, nous développons notamment un fonds de capital-risque avec du FEDER pour soutenir les entreprises en phase de création amorçage. Aujourd'hui, nous réfléchissons à déployer de nouveaux outils à l'échelle de la grande région : fonds de prêts ou de garanties pour l'innovation destinés aux PME, véhicules d'investissement spécifiques pour la reprise d'entreprises. Sans l'appui du FEDER, ces instruments ne pourraient pas être déployés. Pour autant, je souhaite que dans les programmes post 2020, une politique de cohésion ambitieuse puisse être mise en place, qui laissera un rôle important au soutien via des subventions pour les projets de développement local qui ne pourraient voir le jour. Les instruments financiers et les aides classiques directes aux projets doivent pouvoir utilement se compléter pour assurer la vocation de solidarité entre régions de la politique de cohésion à laquelle nous sommes très attachés..

La programmation 2014-2020 se caractérise en effet par un cadre de performance à respecter et des cibles à atteindre, en particulier dans les domaines du développement économique et de l'innovation. De nombreuses mesures ont pour cible les PME et je me félicite du succès de ces dispositifs qui révèle une amélioration de la situation économique globale dans notre territoire. En termes de cibles, nous prévoyons d'accompagner 3000 entreprises en Bourgogne-Franche-Comté à l'horizon 2023 et à ce nous avons déjà accompagné plus de 600, incluant de nombreuses entreprises nouvelles.

Les FESI nous permettent aussi d'agir spécifiquement sur les secteurs d'excellence de la région, comme l'agroalimentaire, la santé ou l'automobile en favorisant la recherche collaborative ou l'émergence de clusters. Nous soutenons ainsi des projets d'envergure dans le secteur des microtechnologies et structurants pour notre territoire.

Pourriez-vous mettre en évidence quelques projets dans votre région qui ont été particulièrement bénéfiques pour les citoyens ?

“ Les FESI nous permettent aussi d'agir spécifiquement sur les secteurs d'excellence de la région, comme l'agroalimentaire, la santé ou l'automobile en favorisant la recherche collaborative ou l'émergence de clusters. ”

Je mentionnerais deux projets structurants pour notre territoire et dont bénéficieront les citoyens : Dans le cadre du Programme opérationnel FEDER FSE Franche-Comté et Massif du Jura, le TCSP+ (Transport en commun en site propre) de Besançon (25), qui relie la gare Viotte de Besançon au pôle d'activité de TEMIS en passant par le campus univer-



▲ Dans la ligne de la politique de mobilité durable de la région, un financement a été octroyé en faveur de la création de lignes de bus visant à relier la station Viotte (Besançon) au pôle d'activité TEMIS.

sitaire de la Bouloie depuis le mois de septembre 2017, s'inscrivant dans la continuité de la politique de mobilité durable engagée par la Communauté d'Agglomération du Grand Besançon, a été financé. Avec 11 stations sur 4,1km, la fréquentation prévisionnelle de cette nouvelle ligne est estimée à 8800 voyageurs par jour ! L'objectif est d'encourager les habitants à délaissier leur voiture au profit des transports en commun et ainsi de contribuer à la réduction des impacts environnementaux (pollution, nuisances sonores...).

S'agissant du Programme FEDER FSE bourguignons, les crédits FEDER sont mobilisés sur la première phase de déploiement du Très Haut Débit (THD) avec un niveau d'intervention de l'ordre 30 % du coût total éligible. Il s'agit d'accroître de manière significative, sur la durée du programme, le taux de couverture en THD via la fibre optique des foyers bourguignons de 35 % à 50 % de population couverte au niveau régional (soit un déploiement de 145 000 prises). Ainsi, la région a programmé une enveloppe de 8,4 millions d'euros à destination du réseau d'initiative publique FTTH (Fiber To The Home) du département de

Côte d'Or pour la création de 77 127 prises optiques raccordables.

Le débat sur la politique de cohésion après-2020 s'intensifie. Quel est votre point de vue ?

La politique de cohésion est l'outil d'investissement majeur de l'Union européenne. Elle permet la mobilisation de ressources régionales publiques et privées au côté des ressources européennes pour la réalisation des objectifs d'UE 2020. La politique de cohésion accompagne les territoires dans leur politique de développement économique, social et territorial. C'est une politique indispensable qui participe à la réduction des disparités entre les territoires et au sein des territoires. Il demeure des disparités évidentes entre les régions européennes d'où un soutien nécessaire et accepté aux régions les plus en retard de développement.

Je soutiens une politique de cohésion forte et ambitieuse, après 2020. Je serai mobilisé et vigilant, dans les mois à venir, afin que la politique de cohésion ne soit pas une simple variable d'ajustement dans une négociation budgétaire

globale. N'oublions pas le sens de la politique de cohésion : le développement harmonieux de l'ensemble de l'Union, le renforcement de la cohésion économique, sociale et territoriale. Aucune région, aucun territoire, aucun citoyen et aucune citoyenne européens ne peuvent être laissés à l'écart du projet européen. ■



La mise en œuvre des Fonds ESI est en bonne voie

Aide à l'emploi, amélioration des soins de santé et protection de l'environnement, le rôle des Fonds structurels et d'investissement européens (ESI) est crucial pour l'amélioration du quotidien des citoyens européens.

Un nouveau rapport de la Commission européenne montre que 278 milliards d'EUR – soit environ 44 % des ressources allouées à la période de programmation 2014-2020 – ont été investis dans les États membres et les régions fin octobre 2017.

D'après l'aperçu stratégique, fondé sur les données fournies par l'EU-28, «La mise en œuvre des Fonds ESI a pris son essor et est sur le point d'atteindre sa vitesse de croisière». «Les investissements connexes apportent des améliorations concrètes dans la vie des citoyens à travers l'UE ... Il s'agit de signes tangibles de la valeur ajoutée de l'action de l'UE.»

D'après le rapport, bien qu'il subsiste d'importantes disparités, l'ensemble des pays a enregistré une «accélération rapide, voire très rapide, de la mise en œuvre des programmes des Fonds ESI en 2016». Fin de l'année dernière, le volume financier total des projets sélectionnés a atteint un montant de 182 milliards d'EUR, en augmentation par rapport aux 58,8 milliards d'EUR alloués fin 2015.

La publication du «rapport stratégique 2017 sur la mise en œuvre des Fonds structurels et d'investissement européens» intervient en plein débat intense sur le budget après-2020 de l'UE. Dans ce contexte, le rapport met en évidence les résultats positifs des Fonds ESI sur la convergence socio-économique,

278 milliards d'EUR
déjà alloués



360 milliards d'EUR
encore à investir

la résilience et la cohésion territoriale à l'échelle de l'UE, ainsi que la garantie d'un cadre stable à long terme pour les investissements dans les pays membres.

Faire la différence

Considérés comme le principal outil d'investissement de l'UE, les cinq Fonds ESI – le Fonds européen de développement régional (FEDER); le Fonds social européen (FSE); le Fonds de cohésion (FC); le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader); et le Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP) – sont dotés d'un budget de 454 milliards d'EUR pour la période 2014-2020 et accompagneront des programmes jusqu'en 2023.

D'après le rapport, l'examen des trois premières années de mise en œuvre montre que quelque 2 millions de projets ont été retenus pour bénéficier d'un financement à l'échelle européenne. Toujours selon le rapport, «un niveau de financement sans précédent est désormais concentré dans des domaines à très haute valeur ajoutée européenne comme l'emploi, l'inclusion sociale,

“ *Le rapport stratégique montre que la politique de cohésion déploie des actions sur le terrain dans toute l’Europe. Bénéfique pour la période de l’après-2020.* ”

Commissaire Corina Crețu

les compétences, la recherche et l’innovation, l’environnement ou l’économie à faible intensité de carbone».

Par exemple, fin 2016, les Fonds ESI ont accompagné environ 7,8 millions de citoyens dans leur recherche d’emploi ou dans le perfectionnement de leurs compétences afin d’améliorer leur employabilité. Quelque 11,5 millions de citoyens supplémentaires ont bénéficié d’un accès à de meilleurs services de santé.

Mais ce n’est pas tout. Les Fonds ESI ont également aidé les États membres à améliorer leur climat d’investissement, en appuyant des réformes structurelles et en mobilisant des capitaux privés. Ainsi, au titre du FEDER, les projets retenus mobiliseront quelque 11,5 milliards d’EUR de fonds du secteur privé. Les Fonds ESI ont aussi permis de faire face à la crise des réfugiés et des migrants, aux catastrophes naturelles et à d’autres événements imprévisibles.

Selon le rapport, plus de 3800 stratégies urbaines et territoriales, principal instrument de l’UE en faveur du développement territorial intégré, bénéficient du soutien des Fonds ESI dans un cadre plus cohérent visant à promouvoir une approche plus intégrée. La mise en œuvre de nouveaux instruments territoriaux a entraîné des changements positifs dans la culture de planification régionale et locale. Elle a notamment amélioré

la coopération entre les secteurs et les niveaux de gouvernement.

En outre, le rapport met en lumière les progrès marqués réalisés dans la mise en œuvre des mesures de simplification et le développement des capacités des autorités et des bénéficiaires afin d’assurer une gestion plus efficace et efficiente des fonds.

En ce qui concerne l’avenir, les auteurs insistent sur le fait que les États membres doivent consentir de plus grands efforts pour garantir la sélection et la mise en œuvre efficace de projets de qualité, et d’ajouter: «il est désormais indispensable que le rythme de mise en œuvre soutenu soit suivi d’une augmentation forte et rapide des dépenses réelles».

À la lumière du débat actuel sur l’avenir de la politique de cohésion, les enjeux sont énormes.

«En encourageant la création d’emplois, la croissance et les investissements, en renforçant le marché unique, l’Union de l’énergie et la gouvernance économique, ces investissements répondent aux besoins de l’économie réelle», toujours d’après le rapport. «Par ailleurs, les Fonds contribuent grandement à la réalisation des objectifs politiques de l’UE en les traduisant en actions sur le terrain».

FAVORISER UNE CROISSANCE INTELLIGENTE, DURABLE ET INCLUSIVE

- › Fin 2016, les projets retenus, d’une valeur de 50,3 milliards d’EUR, visaient les **petites et moyennes entreprises, la recherche, le développement et l’innovation**, ainsi que les **technologies de l’information et de la communication**.
- › Concrètement, cela signifie que quelque 915 000 foyers supplémentaires peuvent s’attendre à bénéficier d’un **meilleur accès à la large bande**. Plus de 196 000 entreprises bénéficient d’une **assistance consultative précieuse**. Parallèlement, environ 29 000 chercheurs travaillent dans de meilleures installations et ont un meilleur accès aux ressources et aux services, ce qui favorise l’innovation.
- › Des projets représentant un montant de 48,7 milliards d’EUR avaient été retenus dans les domaines de l’**emploi, de l’inclusion sociale et de l’enseignement**. De cette enveloppe, 14,6 milliards d’EUR ont été consacrés à l’éducation et à la formation professionnelle. Le rapport mentionne que 4,4 millions de nouvelles places ont été créées dans les écoles et les garderies d’enfants.
- › Fin 2016, 73,2 milliards d’EUR avaient été alloués à des projets issus de la catégorie «**économie à faible intensité de carbone, changement climatique, environnement et transports**». Quelque 148 000 foyers devraient ainsi tirer profit d’une meilleure classification relative à la consommation d’énergie. Plus de 4,6 millions de citoyens bénéficient déjà de mesures de protection nouvelles ou améliorées contre les inondations, et 3,5 millions de citoyens devraient disposer d’un meilleur approvisionnement en eau.

Fonds ESI: renforcer la solidarité et les régions européennes

La députée européenne Kerstin Westphal, également membre de la commission du développement régional du Parlement européen, expose son point de vue et ses attentes en ce qui concerne la mise en œuvre des Fonds ESI et leur impact à ce jour.



“ *Les Fonds structurels, ce n’est pas seulement de l’argent. C’est un signal de solidarité européenne.* ”

Quel est votre avis sur la mise en œuvre à ce jour des Fonds ESI pour la période 2014-2020?

Nous avons eu un démarrage tardif. La première année de cette période a été perdue, pour certaines régions du moins. Je trouve que les choses se sont accélérées depuis lors et, à ce stade, j’ai l’impression que la mise en œuvre va bon train. Les fonds arrivent là où ils sont nécessaires, et de grands projets sont en cours.

Je pense qu’il est encore trop tôt pour avoir une perspective d’ensemble, mais j’ai entendu dire par des personnes de terrain que certaines mesures de simplification ont reçu un accueil favorable, et que la concentration thématique fonc-

tionne – ce qui montre que nous nous concentrons vraiment sur quelques priorités importantes.

Au-delà du soutien financier que les Fonds ESI apportent aux États membres, quels autres effets positifs des Fonds observez-vous?

Les Fonds structurels, ce n’est pas seulement de l’argent. C’est un signal de solidarité européenne. Dans le domaine de la coopération territoriale européenne, je vois des citoyens issus de différents pays qui collaborent pour renforcer leur région. Et, quand je pense aux régions qui réduisent leurs émissions de CO₂ ou créent des emplois, force est de constater que les bonnes idées sont adoptées. Ce que j’apprécie particulièrement, c’est

l’aide que les Fonds ESI apportent aux régions pour faire preuve de créativité et œuvrer en faveur de leur population.

L’un des objectifs clés pour cette période vise à assurer une collaboration étroite entre les Fonds ESI et le Fonds européen pour les investissements stratégiques. Que pensez-vous de cette collaboration et comment l’améliorer?

Je pense que cette coopération s’améliore – notamment grâce au règlement dit «Omnibus». Cela dit, même si leurs acronymes sont très proches, les Fonds ESI et le FEIS adoptent des approches différentes. La coopération entre ces deux fonds pourrait s’avérer fructueuse dans le cadre de projets de plus grande envergure. Mais, selon mon expérience, ce sont les Fonds ESI qui accompagnent véritablement, sur le terrain, les projets de petite et moyenne envergure dans de nombreuses régions. En qualité de rapporteuse du Parlement européen, je puis dire que le Parlement ne souhaite pas que le FEIS vienne miner la cohérence

stratégique, la concentration territoriale et les perspectives à long terme des programmes de la politique de cohésion.

Dans le contexte du cadre financier pluriannuel à venir, 2018 s'annonce comme une année charnière pour la politique de cohésion après-2020. Quelles sont vos attentes à l'égard de l'avenir de cette politique ?

L'année prochaine – ainsi que 2019 – s'annoncent en effet décisives. Mes attentes commencent à ces mêmes dates: je pense qu'il faut éviter de revivre une situation comme celle de la dernière fois, lorsque le lancement de nombreux programmes opérationnels a été retardé.

Il faut que les régions soient prévenues à temps pour savoir à quoi s'attendre.

À part cela, mon rapport à l'attention du Parlement européen préconise une simplification plus approfondie. Grâce au groupe de haut niveau mis en place par la commissaire Corina Crețu, je suis convaincue que nous verrons de véritables améliorations dans ce domaine. En outre, le Parlement européen appelle à faire preuve de plus de flexibilité. Nos régions devraient être capables de répondre aux défis nouveaux et imprévisibles susceptibles de surgir, disons, en 2025.

Dernier point, mais non des moindres: les discussions concrètes sur l'avenir du CFP

et les propos du commissaire Oettinger affirmant que «plus de tâches européennes devront être accomplies avec moins de fonds» ne devraient pas conduire à l'affaiblissement de la politique de cohésion. Comme je l'ai déjà dit: les Fonds ESI sont un symbole de solidarité qui stimule la créativité des régions. Ils doivent être maintenus – dans toutes les régions européennes. ■



« Les Fonds ESI fournissent un instrument de politique d'ajustement structurel à long terme visant à aider les économies régionales à anticiper et à s'adapter pour offrir à tous les citoyens une opportunité de trouver des options viables de développement. »

Mari Kiviniemi, secrétaire générale adjointe de l'OCDE¹

« La politique de cohésion continue d'apporter des résultats clairs et visibles aux citoyens dans des domaines tels que l'accès à l'éducation, les soins de santé et les services sociaux, une meilleure qualité de l'air et de l'eau, ainsi qu'une meilleure mobilité plus durable. »



Daniël Termont, bourgmestre de Gand et président d'EUROCITIES²



« Les Fonds structurels et d'investissement européens nous permettent de susciter un véritable élan et d'accroître les investissements. »

Beate Merk, ministre des affaires européennes et des relations régionales du Land de Bavière, Allemagne³

1) Panorama 61

2) Panorama 61

3) Panorama 62



Les villes d'Europe ont leur mot à dire

L'Agenda urbain pour l'UE encourage les villes à influencer sur l'élaboration des politiques et à proposer des solutions aux défis sociétaux, tels que la pauvreté ou la pollution, qui ont une incidence directe sur elles. Un an après le lancement de l'Agenda urbain, un rapport de la Commission livre les premiers résultats.

Le «pacte d'Amsterdam» de mai 2016, qui a établi l'Agenda urbain, a recensé 12 thèmes prioritaires – allant de l'emploi et du logement à la mobilité urbaine, en passant par la qualité de l'air et l'inclusion des migrants et des réfugiés.

En vue d'élaborer des plans d'action concrets pour aborder ces thèmes prioritaires, 12 partenariats – un par priorité – ont été créés, conformément au rapport de la Commission au Conseil relatif à l'Agenda urbain pour l'UE adopté le 20 novembre.

Ces partenariats associent 84 villes, 22 États membres, 13 directions générales, la Banque européenne d'investissement (BEI) ainsi qu'un panel d'associations, d'ONG et d'autres.

«Grâce à leur participation aux partenariats, de nombreuses villes ont démontré leur aptitude à contribuer utilement à l'élaboration des politiques de l'UE», poursuit le rapport.

Trois plans d'action intégrant des propositions concrètes mais non contraignantes juridiquement – sur la pauvreté urbaine, la qualité de l'air et l'inclusion des migrants et des réfugiés – seront finalisés d'ici fin 2017. Les autres devraient suivre dans le courant des deux prochaines années.

Un site web spécifique, ou un guichet unique, a été créé pour donner un aperçu général complet des ressources à la disposition des villes, promouvoir le partage des connaissances et donner des informations sur les politiques et les initiatives urbaines.

URBIS est une nouvelle plateforme de conseil en investissement urbain spécialisée qui fait partie de la plateforme européenne de conseil en investissement.

Elle a été créée pour dispenser des conseils aux autorités urbaines en vue de faciliter, d'accélérer et de mobiliser l'investissement urbain.

URBIS peut fournir:

- des conseils techniques et financiers adaptés à leurs besoins pour accompagner l'élaboration de stratégies d'investissement et de programmes d'investissement urbains, et améliorer la qualité et la «bancabilité» des projets;
- des conseils pour soutenir l'élaboration d'approches innovantes en matière de financement en faveur de l'investissement dans les villes, y compris une plateforme d'investissements urbains.

Pour de plus amples informations, notamment concernant les critères d'éligibilité:

Visitez notre site internet:
eiah.eib.org

Contactez-nous: eiah@eib.org

QR code linking to the website.

Postmark: AMSTERDAM 17-18 NOV 2016 and a circular stamp: Aalborg Hub.

Selon le rapport, l'Agenda urbain a suscité un regain d'intérêt dans certains États membres pour développer ou renforcer leurs politiques urbaines nationales. Il a également constaté que les villes gagnent du terrain dans les efforts internationaux comme la lutte contre le changement climatique.

Par ailleurs, le rapport souligne que l'investissement du Fonds européen de développement régional (FEDER) dans les villes pour la période 2014-2020 se monte à environ 100 milliards d'EUR, dont 15 milliards sont gérés directement par les villes. ■

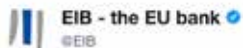
Forum des VILLES 2017

Le troisième Forum des VILLES, qui s'est tenu les 27 et 28 novembre à Rotterdam aux Pays-Bas, a attiré des acteurs clés de toute l'Europe, y compris des spécialistes des questions urbaines et des représentants des ministères et des ONG. L'un des moments-phares de l'événement fut le lancement d'URBIS.

Voici quelques commentaires:

« Grâce à cette initiative, les villes bénéficieront du soutien dont elles ont besoin pour offrir de nouvelles perspectives à leurs citoyens. »

Commissaire Corina Crețu



EIB - the EU bank
@EIB

Suivre

Nous venons de lancer #URBIS, un nouveau service de conseil pour aider les villes à trouver des sources de financement et devenir intelligentes, modernes et vertes <http://bit.ly/2zLYIsP> #AdvisoryHub #investEU #citiesforum2017 @EU_Commission @VazilHudak



EUROCITIES network
@EUROCITIESweet

Suivre

Nous sommes d'accord avec @CorinaCrețuEU au #citiesforum2017 que nous «devons travailler main dans la main pour rendre les villes intelligentes et durables. Les villes sont une partie de la solution. La politique de cohésion et la politique urbaine doivent aller de pair». Oui, renforçons la dimension urbaine de la #cohesionpolicyaprès-2020 / BF



POUR EN SAVOIR PLUS

Rapport de la Commission au Conseil relatif à l'Agenda urbain pour l'UE:

<http://europa.eu/!Bx36qH>



^ De gauche à droite: Ana Paula Zacarias, secrétaire d'État aux affaires européennes, Portugal; Daniel Gibbs, président du conseil territorial de Saint-Martin; Soibahadine Ibrahim Ramadani, président du Conseil départemental de Mayotte; Ary Chalus, président du Conseil régional de la Guadeloupe; Younous Omarjee, membre du Parlement européen; Rodolphe Alexandre, président de la collectivité territoriale de Guyane; Corina Crețu, Commissaire européenne à la politique régionale; Juan Fernando López Aguilar, membre du Parlement européen; Fernando Clavijo, président du gouvernement des Canaries; Alfred Marie-Jeanne, président de la collectivité territoriale de la Martinique; Didier Robert, président du conseil régional de La Réunion; Louis-Joseph Manscour, membre du Parlement européen; Miguel Albuquerque, président du gouvernement régional de Madère; Rui Bettencourt, secrétaire adjoint régional de la présidence pour les relations extérieures, gouvernement régional des Açores.

Les régions ultrapériphériques de l'UE: un partenariat privilégié, renouvelé et renforcé

La devise de l'UE «l'unité dans la diversité», qui symbolise les peuples européens œuvrant de concert en faveur de la paix et de la prospérité, et le florilège de cultures, de traditions et de langues qui coexistent pacifiquement en Europe, revêt indéniablement une importance particulière lorsque l'on envisage la richesse que les régions ultrapériphériques apportent à notre Union.

Les neuf régions ultrapériphériques – la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique, Mayotte, La Réunion, Saint-Martin, les Açores, Madère et les îles Canaries – sont de véritables atouts pour l'Europe. Leur situation géographique projette une présence européenne sur des zones stratégiques du globe, tandis que leurs vastes zones maritimes offrent la possibilité de développer une solide économie bleue.

Ces régions sont aussi riches en ressources. Elles abritent 80 % de la biodiversité de l'Europe et sont des laboratoires privilégiés pour la recherche et l'innovation dans des secteurs tels que l'économie circulaire, la pharmacologie, les énergies renouvelables, les sciences de l'espace et l'astrophysique.

Cependant, certaines spécificités géographiques de ces régions brident leur croissance et leur développement, comme leur éloignement et/ou insularité, leur faible superficie, leur relief et climat difficiles, et leur dépendance vis-à-vis d'un petit nombre de produits locaux. L'UE reconnaît leurs atouts aussi bien que leurs contraintes, et soutient leurs efforts pour déployer leur potentiel à travers le partenariat particulier noué entre la Commission, les régions et leurs États membres. Le 24 octobre 2017, la Commission européenne a adopté une nouvelle stratégie pour les régions ultrapériphériques qui établit un partenariat privilégié, renouvelé et renforcé.

Pourquoi renouveler la stratégie aujourd'hui?

En dépit des progrès accomplis ces dernières années, les régions ultrapériphériques restent confrontées à d'importants défis: chômage élevé, surtout chez les jeunes, vulnérabilité au changement climatique, obstacles à la croissance en raison d'infrastructures sous-développées, et dépendance vis-à-vis de secteurs économiques qui n'ont pas intégré de processus innovants dans une mesure satisfaisante. Certaines régions sont également confrontées à des pressions migratoires et à des crises sociales.

“ La recherche et l’innovation sont indispensables pour permettre aux régions ultrapériphériques de jouer un rôle pivot dans de nombreux secteurs prometteurs. ”



C’est la raison pour laquelle la Commission a présenté une nouvelle stratégie en faveur d’un partenariat plus étroit afin de redoubler d’efforts pour relever ces défis. Cette stratégie entend aider ces régions à mieux tirer profit d’un monde globalisé, dont elles connaissent déjà les inconvénients mais n’en ont encore récolté aucuns fruits. Pour ce faire, les régions doivent mieux s’intégrer sur le marché interne de l’UE ainsi que dans leur voisinage régional.

Dans un premier temps, la stratégie cherchera à élaborer des politiques de l’UE qui reflètent mieux les réalités et les intérêts de ces régions, par exemple, la politique européenne en matière de transport, d’énergie ou de commerce.

À cette fin, une plateforme de dialogue réunira les régions et leurs États membres, les institutions européennes et les autres parties prenantes pour un échange de points de vue à tous les stades de l’élaboration et de la mise en œuvre des politiques. La Commission mettra également sur pied sur demande des «task forces» spéciales dédiées à des questions spécifiques, notamment l’utilisation optimale des fonds européens ou la promotion de l’emploi.

La stratégie aidera ces régions à tirer parti de leurs atouts. Elle apportera son soutien à leur pleine intégration régionale dans leur voisinage en favorisant des projets conjoints dans des domaines tels que la prévention des risques naturels, la gestion des déchets, le transport ou l’énergie, etc.

La recherche et l’innovation sont indispensables pour permettre aux régions ultrapériphériques de jouer un rôle pilote dans de nombreux secteurs prometteurs. Cette nouvelle stratégie les aidera à développer des activités d’innovation et à accroître leur participation aux programmes de recherche de l’UE.

L’OCCASION PRIVILÉGIÉE POUR PRÉSENTER LA STRATÉGIE

La nouvelle stratégie a été présentée par le président Juncker aux côtés de la commissaire Crețu lors de la conférence des présidents des régions ultrapériphériques organisée par le président Alexandre les 26 et 27 octobre à Cayenne, en Guyane.

La présence du président Juncker, du président Macron, de la commissaire Crețu et des présidents des régions ultrapériphériques souligne le partenariat fort mis en place entre les trois niveaux de gouvernance: régional, national et européen. Hormis la Commission, l’UE y était également représentée par trois honorables députés européens (M. Omarjee, M. Manscour et M. Aguillar) et le vice-président de la Banque européenne d’investissement, M. Fayolle.

Au cours de la conférence, les présidents des régions ont salué l’approche sur mesure adoptée par la stratégie, une approche que partage le président de la République française, M. Emmanuel Macron. Ils ont plaidé en faveur de la solidarité européenne et l’égalité des chances pour tous les citoyens, en particulier ceux issus des régions les plus pauvres et les plus reculées de l’UE. Ils ont manifesté leur gratitude pour le soutien politique fort apporté à la politique de cohésion par le président Juncker. Ils ont également souligné la flexibilité dont il faudra faire preuve pour mettre en œuvre cette politique afin de répondre à leurs besoins spécifiques. Enfin, ils ont insisté sur la nécessité d’une meilleure transparence dans les négociations relatives aux accords commerciaux, d’un soutien continu à leurs économies et de mesures spécifiques dans des secteurs importants pour leur développement, tels que la pêche et l’économie bleue.

>

Utilisation intelligente de leurs atouts

S'inspirant du modèle de spécialisation intelligente, la stratégie entend aider les régions à tirer parti de leurs atouts en favorisant l'innovation, notamment dans les secteurs traditionnels tels que la pêche et l'agroalimentaire. Pour ce faire, la Commission s'efforcera de prolonger le programme d'options spécifiques à l'éloignement et l'insularité (POSEI) au-delà de l'horizon 2020 et déterminera si les aides d'État peuvent intervenir en soutien au renouvellement des flottes de pêche artisanales.

La nouvelle stratégie vise également à garantir l'égalité des chances dans ces régions. Afin de promouvoir l'acquisition de compétences et de favoriser la mobilité, l'UE entend encourager une plus forte participation des jeunes originaires des régions ultrapériphériques au programme Erasmus et au corps européen de solidarité.

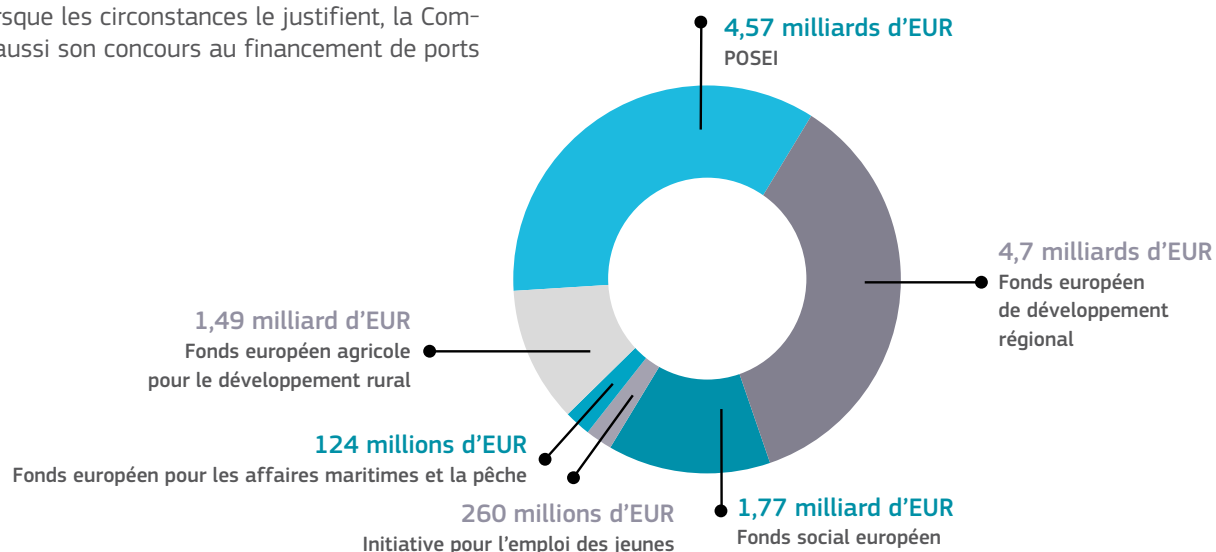
Par ailleurs, de meilleures liaisons de transport sont essentielles au développement économique et à l'amélioration de la qualité de vie dans ces régions. La Commission vient d'entamer une étude visant à recenser leurs besoins, préparer une réserve de projets en matière de transport et mieux refléter leurs situations spécifiques dans le(s) programme(s) des transports de l'UE. Lorsque les circonstances le justifient, la Commission prêterait aussi son concours au financement de ports et d'aéroports.

Ces régions sont confrontées à un défi de taille: la lutte contre les effets du changement climatique, notamment la recrudescence de phénomènes météorologiques extrêmes, comme l'ouragan Irma. L'UE compte intégrer ces défis au programme LIFE-Environnement et à sa stratégie sur l'adaptation au changement climatique.

Que fait l'Europe pour ces régions?

L'Union européenne appuie les efforts déployés par les régions ultrapériphériques en faveur d'une croissance durable et inclusive. Au cours de la période 2014-2020, 13,3 milliards d'EUR de fonds de l'Union européenne sont mis à la disposition des régions ultrapériphériques au titre des Fonds structurels et d'investissement européens et de POSEI.

En outre, les régions ultrapériphériques bénéficient de mesures spécifiques ou dérogatoires dans les domaines de l'agriculture, de la pêche, des transports, des aides d'État ou encore de la fiscalité, afin d'atténuer les effets de leurs contraintes spécifiques et de stimuler leur croissance économique. ■



“ Vous êtes également au cœur de tous les grands défis qui marqueront de leur empreinte notre avenir: changement climatique, énergies renouvelables, biodiversité. Tout ce que vous pouvez faire, tout ce que vous faites dans chacun de ces domaines peut avoir valeur d'exemple et de modèle pour le reste de l'Europe... Nous sommes tous unis dans une même Union dont la politique de cohésion est et doit rester un ciment essentiel et dont l'ensemble des politiques doit bénéficier à tous et être garant de plus de prospérité pour tous. ”

Extrait du discours du président Juncker à l'occasion de la 7^{ème} conférence des présidents des régions ultrapériphériques les 26 et 27 octobre à Cayenne, en Guyane

100 ACTIONS DE MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE DANS LE CADRE D'UN PARTENARIAT RENOUVELÉ

La Commission collabore déjà avec ses partenaires pour assurer la mise en œuvre des 100 actions reprises dans la communication. Chaque niveau de gouvernance: l'UE, les États membres concernés – la France, l'Espagne et le Portugal – et les régions joueront leur rôle.

La Commission a déjà engagé un certain nombre d'actions. Une nouvelle initiative consacrée aux régions ultrapériphériques, qui s'inscrit dans le cadre du plan Juncker en faveur d'un soutien accru du Fonds européen pour les investissements stratégiques (FEIS), est actuellement mise en place

en partenariat avec la Banque européenne d'investissement. Une étude est en cours afin de déterminer les exigences relatives aux liaisons aériennes et maritimes, et de recenser les projets clés en matière de transports. Dans le cadre du programme de travail Horizon 2020 pour la période 2018-2020, une action de coordination et de soutien, dotée d'une enveloppe de 4 millions d'EUR, renforcera la participation des régions ultrapériphériques au programme de recherche de l'UE et la visibilité de leurs potentialités et atouts en matière de recherche et d'innovation.

UN SIGNAL FORT D'UN FRONT UNI



Cette Conférence des RUP a été exceptionnelle à plus d'un titre. La Guyane a eu le privilège d'en assumer la Présidence de 2016-2017, période durant laquelle, mes homologues et moi-même avons présenté un mémorandum à la Commission Européenne.

Je rappelle les combats menés par nos territoires éloignés pour construire un cadre législatif

adapté à nos réalités ultrapériphériques. Des combats souvent durs, complexes qui demandent de la patience et de la pugnacité en même temps qu'un dialogue fourni et argumenté avec la Commission. Et ils sont loin d'être terminés. Le mémorandum constitue donc un signal fort émis d'une voix unie.

De plus, le Président Jean-Claude Juncker nous a fait l'honneur de sa présence, une première pour les RUP et pour la Guyane, un geste rappelant notre appartenance à l'Union Européenne et qui vient conforter la justesse de notre démarche. Associée à la venue du Président de la République Emmanuel Macron, mon territoire a été le centre d'une attention toute particulière pour laquelle je ne peux que me réjouir.

Mais au-delà de ces aspects, je ne peux oublier les enjeux pour la Guyane. Pendant la conférence, j'ai souligné la nécessité de prioriser certains secteurs économiques s'agissant de l'accompagnement de l'Etat en situation de contraintes budgétaires fortes : l'hôtellerie, la pêche, l'agriculture et les entreprises de production. Une telle demande m'apparaît d'autant plus légitime alors que s'est conclue cette année la révision du Règlement général d'exemption par catégories, le RGEC. Nous avons justement demandé, à cette occasion, que l'Union européenne

développe une approche spécifique en matière d'aides d'Etat. Une cohérence est donc nécessaire entre les politiques communautaires et nationales.

J'ai conscience que cette conférence reste qu'une étape. J'ai de vives inquiétudes que je partage avec mes homologues des RUP, sur la politique de cohésion. Il est nécessaire de maintenir nos territoires dans la dynamique de la construction européenne, en renouvellement permanent, en leur donnant les moyens financiers pour faire face aux défis auxquels ils sont confrontés, et en valorisant leurs atouts. Il est vital pour les RUP que la stratégie actuelle soit préservée. Je dirais même sanctuarisée ; à charge pour nous, exécutifs territoriaux, d'en améliorer l'efficacité.









Rodolphe Alexandre, président de la collectivité territoriale de Guyane, président sortant de la conférence des présidents des régions ultrapériphériques



Collectivité
Territoriale
de Guyane



FAITS ET CHIFFRES

	Population (2015)	PIB par habitant (EU28=100) (2015)	Chômage (2016)	Chômage des jeunes (15-24 ans) (2016)*	Chômage des femmes (2016)*
 Açores	245 766	68	11,2	41,5	9,5
 Îles Canaries	2 135 722	74	26,1	51,3	27,8
 Guadeloupe	429 849	69	23,9	46,7	25,3
 Guyane	262 527	53	23,2	43,9	24,7
 Madère	256 424	72	13	50,5	11,9
 Martinique	376 847	78	17,6	44,3	17,5
 Mayotte	235 132	32	27,1	54,5	31,8
 La Réunion	850 996	71	22,4	44	22

* Données pour 2016, sauf pour les Açores et Madère (2014)

Les données démographiques pour la Guadeloupe comprennent Saint-Martin (population de 36 457 habitants en 2013)

Source: Eurostat

LES RÉGIONS ULTRAPÉRIPHÉRIQUES: UNE OCCASION UNIQUE ET UNE VALEUR AJOUTÉE POUR L'UE

À un moment où l'Europe traverse une grave crise identitaire, les régions ultrapériphériques réaffirment leur attachement au projet européen et leur volonté d'avancer avec l'Union afin d'assurer un niveau de développement économique et de bien-être élevé à leurs citoyens. Cet objectif ne peut être atteint que si les politiques et les initiatives européennes sont adaptées à la réalité unique de leur situation.

L'engagement renouvelé de la Commission européenne à aider les régions ultrapériphériques à renforcer leur position dans l'UE, exprimé dans sa nouvelle communication «Un partenariat stratégique, renouvelé et renforcé avec les régions ultrapériphériques de l'UE», constitue un jalon important pour l'avenir de ces régions et la conception de la prochaine période de programmation. Cet engagement doit être mis en œuvre à la lumière de l'arrêt de la Cour européenne de justice sur le champ d'application de l'article 349 TFUE qui reconnaît cet article comme base juridique unique et suffisante pour l'adoption d'une législation européenne qui tienne compte des réalités des régions ultrapériphériques.

La nouvelle communication devrait favoriser l'égalité des chances, la compétitivité et l'attractivité, dimensions inséparables qui doivent devenir des marqueurs de toute politique publique ambitieuse pour les régions ultrapériphériques, et représente un excellent point de départ pour cette ambition.

Dans ce contexte, le mémorandum de mars 2017 de la conférence des présidents des régions ultrapériphériques a fixé des objectifs visant à augmenter la visibilité des régions ultrapériphériques, à défendre leurs intérêts de manière coordonnée par rapport au renouvellement du financement et du budget, et à progresser ensemble dans les domaines d'intérêt commun, gage de la valeur ajoutée que les régions ultrapériphériques peuvent apporter à l'UE.

En dépit des contraintes permanentes auxquelles elles doivent faire face, les régions ultrapériphériques apportent une dimension différente, unique et une véritable chance pour l'Europe: situation géostratégique, biodiversité exceptionnelle et milieu naturel privilégié pour mener à bien des investigations scientifiques et technologiques, en particulier dans les domaines de l'économie bleue et circulaire ou des énergies renouvelables, tout en offrant un cadre naturel exceptionnel pour un tourisme sûr et durable.

Au cours de cette période incertaine quoique prometteuse, la collaboration technique sera renforcée grâce aux réseaux d'emploi, d'énergie et de spécialisation intelligente mis en place



par les régions ultrapériphériques. Par ailleurs, des efforts seront consentis pour renforcer la coopération avec leurs voisins. Cette démarche permettra de reconnaître les besoins de ces régions et de découvrir et exploiter leurs potentialités.

Fernando Clavijo
Président du gouvernement des Canaries, président de la
conférence des présidents des régions ultrapériphériques





AÇORES

PARC SCIENTIFIQUE ET TECHNOLOGIQUE NONAGON

Financement de l'UE: 7,6 millions d'EUR

Situé sur l'île de São Miguel, le Parc scientifique et technologique NONAGON vise à améliorer l'articulation entre les secteurs public, privé et universitaire, afin de promouvoir l'esprit d'entreprise fondé sur la technologie. L'idée est d'encourager le partage d'expériences et de compétences entre les entreprises et de promouvoir la diffusion de pratiques innovantes.

Le projet s'efforce de créer les conditions favorables pour attirer les entreprises d'autres régions, ce qui apportera de la valeur ajoutée à l'industrie régionale. Il fournit des services d'incubation et des espaces de co-working (travail collaboratif) pour les jeunes entreprises, et organise un «week-end des start-up et une soirée créative», un événement international auquel participent également des étudiants originaires des États-Unis et du Canada.

Le parc abrite également CoderDojo Açores, un réseau mondial de clubs de programmation pour les jeunes et axé sur le développement de sites web et autres applications informatiques.

“ Le NONAGON a permis à UrActive de se rapprocher de diverses entreprises spécialisées dans des domaines variés, de stimuler l'interaction avec notre tissu entrepreneurial local et, par conséquent, d'optimiser les opportunités de partenariats. En outre, le bâtiment NONAGON réunit des conditions uniques dans la région pour le développement de notre activité. ”

Paulo Leite (UrActive)

MADÈRE

PROTÉGER LA POPULATION FACE AUX RISQUES D'INONDATIONS

Financement de l'UE: 76,3 millions d'EUR

Le projet comprend un ensemble d'interventions structurelles visant à minimiser et atténuer les effets des inondations et garantir la mise en œuvre systématique des mécanismes de prévention et de gestion des risques. En tant que tel, il assurera une meilleure protection de la population, du patrimoine bâti et des activités économiques.

Le projet répond aux exigences définies par l'étude d'évaluation des risques d'inondations sur l'île de Madère (EARAIM) et comprend des interventions visant à améliorer le fonctionnement hydraulique des principales rivières de Funchal, à protéger la zone en front de mer à l'est de la ville et à protéger et remettre en état le site où se situe le terreplein provisoire construit après les intempéries de 2010.



“ La ville de Funchal est devenue plus belle mais aussi plus sûre. Les jours de fortes pluies, les berges des rivières sont protégées, ce qui permet d'éviter les catastrophes. C'est également un espace formidable de loisirs et de promenades en famille. ”

Carmo Cabral

GUADELOUPE

SE PRÉPARER À L'EMPLOI GRÂCE À DES FORMATIONS/STAGES PROFESSIONNELS EN ENTREPRISE

Financement de l'UE: 0,6 million d'EUR

Le projet vise à fournir un soutien aux jeunes défavorisés afin d'augmenter leur employabilité. La formation aidera les étudiants à cerner leur vocation et leur profil professionnels dans le respect des exigences fixées par les employeurs. Cette formation comprend également un stage en entreprise qui permettra aux étudiants de s'assurer qu'ils ont fait le bon choix professionnel.



MARTINIQUE

UNE NOUVELLE PLATEFORME HOSPITALIÈRE À L'ÉPREUVE DES SÉISMES DE FORTE INTENSITÉ

Financement de l'UE: 34,6 millions d'EUR

La Martinique se situe dans une zone à risque sismique élevé (zone de sismicité 5). Le nouveau plateau technique construit selon les nouvelles normes parasismiques en liaison avec le secteur d'hospitalisation existant revêt une importance capitale pour la région.

Le projet a soutenu la mise en place de systèmes de secours essentiels permettant à l'hôpital de fonctionner en toute autonomie dans des conditions extrêmes, même en cas de rupture de l'approvisionnement en énergie et en eau pendant une semaine. Le bâtiment restauré aux normes parasismiques s'étend sur une superficie de 28 788 m² et dispose d'une capacité de 191 lits. Le complexe hospitalier est également doté d'une hélistation pour le transport des malades.

LA RÉUNION

FOND DES FONDS: «FINANCIÈRE RÉGION RÉUNION»

Financement de l'UE: 44 millions d'EUR

Grâce au soutien du FEDER et de la BEI, la région de La Réunion a créé un Fonds visant à favoriser la croissance des entreprises locales. L'objectif du projet est d'accroître et de renforcer la compétitivité des petites entreprises.

Le Fonds fonctionnera avec deux outils: des prêts à taux d'intérêt réduit dans le cadre dudit système de «prêt avec partage des risques» pour fournir des liquidités aux entreprises locales; et les opérations de type apport de fonds propres ou de quasi-fonds propres qui ciblent les petites et moyennes entreprises.



« Il s'agit, tout d'abord, de placer nos régions ultrapériphériques au cœur du processus de prise de décision de l'UE – en veillant à ce que vos préoccupations et vos intérêts soient pleinement pris en compte dans l'élaboration, la préparation et la mise en œuvre des politiques de l'UE. »

Extrait du discours prononcé par la commissaire Crețu à l'occasion de la 7^{ème} conférence des présidents des régions ultrapériphériques les 26 et 27 octobre à Cayenne, en Guyane



MAYOTTE

NARISOMÉ, APPRENONS ENSEMBLE OU COMMENT STIMULER L'EMPLOI DES JEUNES À MAYOTTE

Financement de l'UE: 1,3 million d'EUR

Narisomé est un programme mis en œuvre par l'AGEPAC, le portail interrégional formation emploi, qui vise à encourager l'intégration des jeunes (16-25 ans) en milieu de travail en renforçant leur motivation, leur confiance en soi et leur socialisation. Le projet entend favoriser l'acquisition d'un socle de compétences transversales, élaborer un plan d'action pour la réalisation du projet professionnel du jeune, et ainsi valider et sécuriser son parcours d'insertion.

En 2016, le projet a accompagné 141 jeunes, dont 48 % ont décroché un emploi ou une formation et 42 % ont commencé un stage.

SAINT-MARTIN

FORMATION PROFESSIONNELLE À L'INTENTION DES PROFESSIONNELS DE LA PÊCHE

Financement de l'UE: 91 221 EUR

Ce projet a aidé des jeunes chômeurs à acquérir les compétences nécessaires pour travailler dans le secteur de la pêche. Le projet de formation professionnelle visait à les doter des compétences nécessaires pour trouver immédiatement un emploi sur le marché local ou créer leur propre entreprise. La formation s'est déroulée en dehors de la région, ce qui a permis aux participants de découvrir une nouvelle culture et un nouvel environnement social.



PROMOUVOIR LA CULTURE DES RÉGIONS ULTRAPÉRIPHÉRIQUES

La Commission a présenté récemment une nouvelle stratégie pour les régions ultrapériphériques (RUP) afin de les aider à exprimer pleinement leur potentiel. De votre point de vue, dans quelle mesure cette stratégie va-t-elle dans le bon sens ?

Tout d'abord je crois qu'il est important de dire que la méthode de travail mise en place à l'initiative de la Commissaire Corina Crețu pour l'écriture de cette nouvelle stratégie, est une avancée en soi. Il y a eu un réel travail de fond initié entre le Parlement européen et la Commission européenne, doublé d'une écoute pleine et entière des Régions Ultrapériphériques. Cette stratégie résulte au final d'un dialogue partenarial élargi, et c'est son premier mérite.

Son deuxième mérite repose sur les intenses discussions que l'écriture de cette stratégie a générée à l'intérieur de la Commission européenne, jusqu'aux Commissaires eux-mêmes. C'est l'amorce de ce que j'appelle la culture RUP. C'est-à-dire la prise en considération des RUP, dans la transversalité, à tous les niveaux de décision propres à la Commission européenne.

Et nous voyons que cette nouvelle stratégie a fini par être portée par le plus haut niveau de la Commission européenne, par le Président Jean-Claude Juncker, et que l'agenda politique des RUP est redevenu une priorité politique pour la Commission. Cela je le salue.

Bien sûr tout se juge toujours à l'aune de la mise en œuvre des propositions et non de leur annonce. Mais je crois que la relation de confiance entre les RUP et la Commission européenne se trouve restaurée par cette communication et le long travail collectif qui l'a précédé.

Cette nouvelle stratégie contient une série de mesures concrètes et de réponses franches de la part de la Commission européenne. Nous avons une base de travail commune à partir de laquelle nous pouvons aller de l'avant, et dont nous pourrions tous mesurer l'état d'avancement en identifiant les responsabilités de chacun - Commission, États, Régions - puisqu'elles sont clairement identifiées.



Quelle est l'importance pour ces régions des investissements successifs de l'UE au cours des récentes périodes de programmation (13,3 milliards d'euros octroyés au seul titre de la période 2014-2020) ?

Pour les RUP la politique de cohésion est capitale, car elle est basée sur le principe du rattrapage des retards et de la redistribution des richesses des régions les plus riches vers les régions les plus pauvres. Et il ne peut échapper à personne que Mayotte, la plus jeune des RUP, est l'une des deux régions les plus pauvres de l'Union européenne.

La politique de cohésion est un réel outil mis au service du développement qui s'inscrit dans une logique tant de projet que de progrès.

Quelle est votre position concernant le débat en cours concernant la politique de cohésion post-2020, en particulier par rapport aux régions ultrapériphériques ?

Ce débat-là dépasse la question des RUP. Il touche aux fondements de l'Union européenne, à ses principes, à ses valeurs.

Sans politique de cohésion forte et solidement arrimée aux objectifs qui lui sont confiés par les Traités, l'Union européenne risque de perdre l'une de ses principales raisons d'être, et sans doute son ciment.

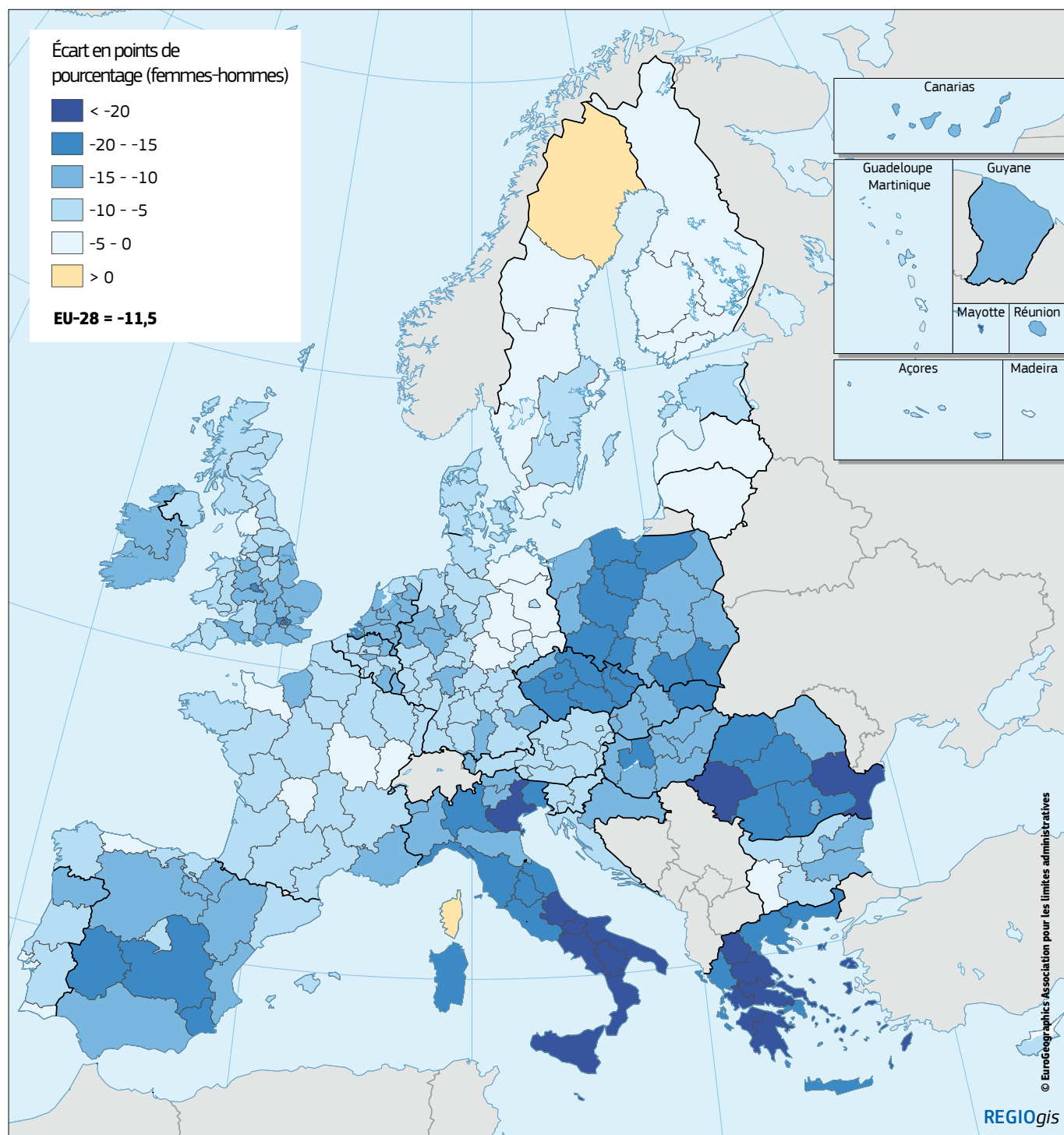
Sans solidarité ancrée au cœur du projet européen, le destin commun s'érode. C'est ce que personne ne doit perdre de vue. Et un affaiblissement de la politique régionale affaiblirait aussi de fait la mise en œuvre des objectifs fixés par la nouvelle stratégie pour les RUP.

Younous Omarjee,
Membre du Parlement européen

Écart entre le taux d'emploi des femmes et des hommes (20-64 ans), 2016

Dans l'UE, le taux d'emploi des femmes est inférieur de 12 points de pourcentage à celui des hommes. Seules deux régions de l'UE – la Corse et l'Upper Norrland en Suède – enregistrent une plus grande proportion de femmes occupant un emploi que d'hommes. En revanche, le taux d'emploi des femmes dans les Pouilles en Italie et dans l'Égée

septentrionale en Grèce est inférieur de 28 points de pourcentage, ce qui signifie que le taux d'emploi global de ces régions est très bas (48 % et 59 % respectivement). Si les femmes pouvaient rattraper leur retard par rapport aux hommes partout dans l'UE, nous atteindrions l'objectif d'Europe 2020 d'un taux d'emploi de 75 %.

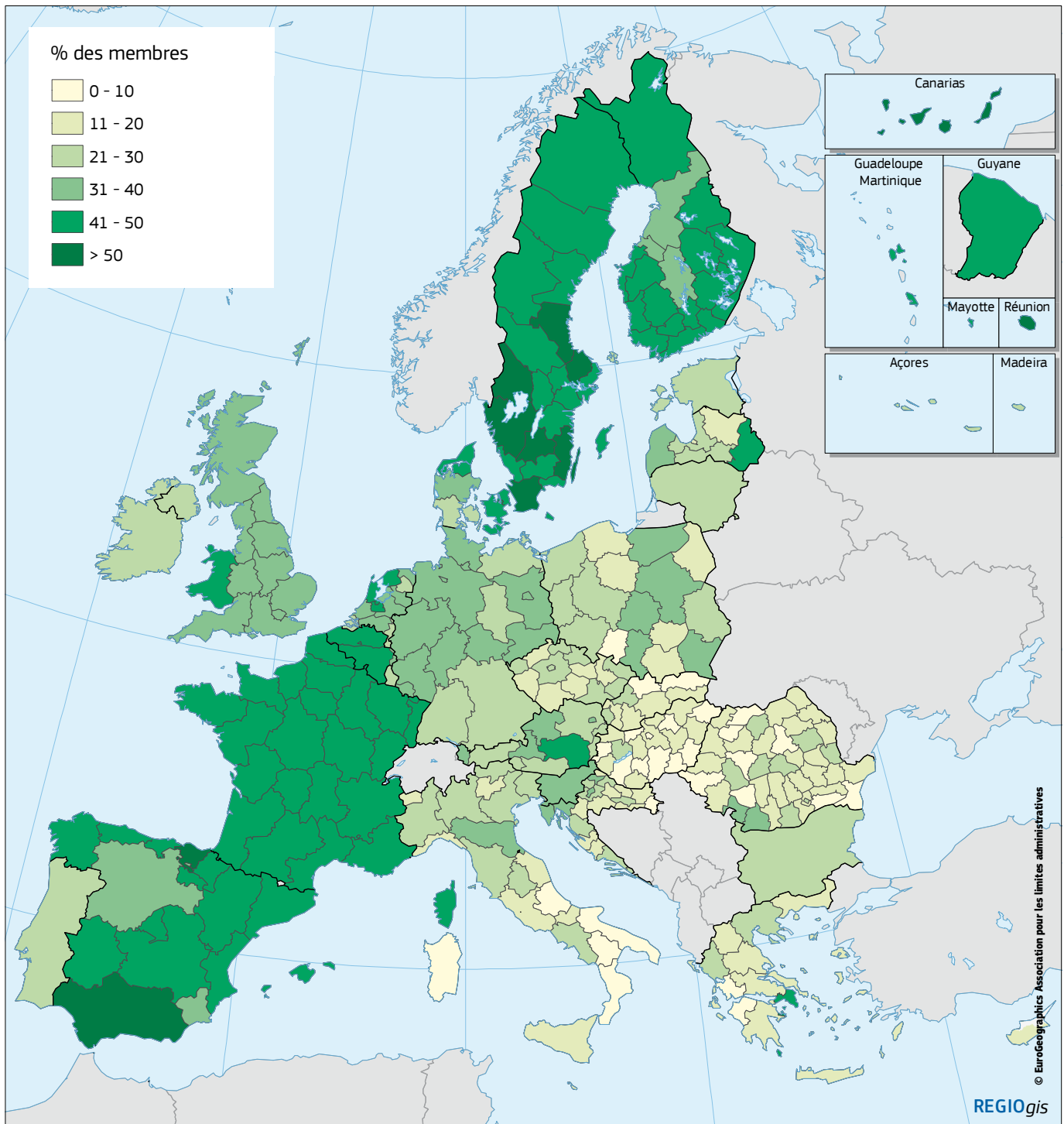


Source: Eurostat

Femmes aux assemblées régionales, 2017

Les assemblées régionales de Basilicata en Italie, dans trois régions hongroises NUTS-3 et à Alba en Roumanie, ne comptent aucune femme. En revanche, quatre régions espagnoles, quatre françaises et neuf suédoises comptent au moins 50 % de représentantes dans leurs parlements régionaux. Les élus nationaux commencent sou-

vent leur carrière sur la scène politique locale ou régionale. Une faible proportion de femmes au niveau régional handicape ces dernières pour faire carrière sur la scène politique nationale. Veuillez noter que la proportion au parlement national est indiquée pour les pays et les régions ne disposant pas d'assemblée régionale.



Pays sans assemblées régionales: BG, EE, IE, CY, LT, LU, MT, SI (femmes à l'assemblée nationale)

Régions sans assemblée: ES63, ES64, PT1, l'Angleterre sans Londres (femmes à l'assemblée nationale).

Source: Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes, CCR, DG REGIO

DIX ANNÉES DE SUCCÈS

Cette année marque le 10^{ème} anniversaire des prix RegioStars Voici quelques témoignages de citoyens ayant profité de ces projets européens innovants et porteurs.



« Grâce au Green Tech Cluster, notre produit connaît du succès sur le marché, et nous avons eu la chance de travailler avec un institut de recherche important, une démarche qui pourrait déboucher sur de nouvelles avancées prometteuses. »

Werner Färber, directeur général de EcoCan GmbH
Autriche – Green Tech cluster – lauréat du prix RegioStars 2012

« Un représentant d'une banque a expliqué clairement et de manière complète aux seniors pourquoi il ne fallait pas avoir peur d'utiliser les services bancaires en ligne et comment le faire en toute sécurité. Ces explications et les réponses aux questions ont pu considérablement aider les participants au niveau pratique. »

Regina Dovidavičiūtė, vice-présidente, Association des universités du troisième âge
Lituanie – applications TIC en faveur de l'e-inclusion – lauréat du prix RegioStars 2010



« L'acquisition de nouvelles compétences et connaissances est très importante dans l'agriculture. Grâce à EkoBiz, j'ai appris beaucoup dans les domaines des techniques de production, de la protection des plantes et du financement. Je possède à présent les connaissances nécessaires pour gérer mon exploitation agricole. »

Božo Vukušić, producteur d'olives
Croatie – EkoBiz – lauréat du prix RegioStars 2017

« Ce programme a changé ma vie, car il m'a donné une orientation et une vision claire, des enseignements qui m'accompagnent aujourd'hui encore. Il m'a donné l'impulsion et la confiance pour atteindre mes objectifs. »

Katie Gillmon, propriétaire et chef cuisinier, Wood and Green
Royaume-Uni – Fifteen Cornwall – lauréat du prix RegioStars 2014



« Les trajets en bus ont gagné en confort et je peux désormais consulter une application pour vérifier les horaires. Grâce aux nouvelles liaisons, les déplacements sont beaucoup plus faciles et rapides, et les temps de transit moins longs. J'espère que Horários do Funchal continuera dans cette voie. »

Joana Sousa
Portugal – CIVITAS MIMOSA – lauréat du prix RegioStars 2011



« Je suis fraîchement diplômé et je vais commencer un apprentissage en plomberie – tout va très bien, heureusement pour moi. Les conseils que j'ai reçus d'un conseiller du projet Diritti a scuola m'ont donné confiance en moi et m'ont aidé à identifier mes talents et mes aspirations. »

Antonio Grassi, Italie – Diritti a scuola – lauréat du prix RegioStars 2015



« Le projet d'inclusion sociale SÖM Fosie a amélioré ma région mais j'ai pu aussi en profiter personnellement. Auparavant, les outils et les ressources manquaient, mais SÖM Fosie m'a permis de devenir plus forte sur le plan personnel et d'investir dans mon éducation. »

Safija Imsirovic
Suède – SÖM Fosie – lauréat du prix RegioStars 2012



Les «prix RegioStars: dix années de succès» mettent en vedette les réalisations impressionnantes de projets régionaux remarquables financés par l'UE et comprennent une série de témoignages des lauréats et bénéficiaires du projet:

<http://europa.eu/!PJ39Yg>

Petit conseil pour l'UE d'une «supergirl militante» britannique

Madeleina Kay fait partie des quatre lauréats du concours de blogs «L'Europe dans ma région» de cette année, qui récompense les jeunes qui tiennent un blog sur les projets financés par l'UE. Sa récompense consistait notamment en un voyage à Bruxelles à l'occasion de la Semaine européenne des régions et des villes, où elle a reçu une formation en journalisme mobile. Voici le récit de son voyage à Bruxelles et de la campagne qu'elle mène pour maintenir le Royaume-Uni dans l'UE.

Rempporter le concours de blogs #EUinMyRegion m'a permis de visiter Bruxelles pour la première fois et d'observer le travail de la Commission et du Parlement européens. Depuis le référendum sur l'UE en Grande-Bretagne, je me suis lancée dans un apprentissage exigeant. Hélas, je n'étais pas la seule à manquer de connaissances; c'est un problème à l'échelle nationale. En fait, les citoyens britanniques ont voté pour leur avenir alors qu'ils ne disposaient que de connaissances et d'informations très limitées.

Le niveau d'éducation à la politique au Royaume-Uni est lamentable, et les projets financés par l'UE sont peu médiatisés. Le caractère injuste du scrutin en faveur du Brexit est frappant au vu des mensonges proférés par les personnages

politiques de premier plan qui continuent de tenir des propos infondés et mensongers.

Les citoyens britanniques ont voté en faveur du Brexit pour une myriade de raisons souvent contradictoires. Un grand nombre d'habitants des zones défavorisées ont voté en faveur du Brexit, car ils tenaient naturellement l'UE responsable des inégalités au Royaume-Uni. D'autres se sont laissé bernier au sujet du financement du service national de santé. L'UE a servi de bouc émissaire pour expliquer les échecs de la politique intérieure, alors qu'en réalité, l'UE œuvrait justement pour remédier à la misère qui touchait les habitants des régions qui ont voté en faveur de la sortie de l'UE.

Après une semaine passée dans le centre névralgique de l'Union européenne, je ne peux m'empêcher de penser que nous vous avons causé du tort; j'espère sincèrement que vous nous accueillerez à bras ouverts lorsque nous admettrons notre erreur de jugement.

Je pense également que l'UE doit empêcher d'autres nations de se fourvoyer de la même façon. L'un des objectifs clés de ma campagne est d'augmenter le niveau de connaissances et de compréhension de l'UE par une approche conviviale, agréable et ludique afin de toucher un public plus large. Un changement d'attitude s'avère nécessaire pour rendre les institutions européennes plus inclusives et mobiliser un plus grand nombre de citoyens. Parallèlement, il y a lieu de faire une meilleure publicité du travail remarquable qu'accomplit l'UE en soutien au développement de ses États membres.

Il est impératif de recourir à des méthodes alternatives pour atteindre les jeunes et les citoyens qui sont habituellement en marge de la scène politique afin d'inverser la montée du populisme en Europe et mobiliser le soutien des générations futures en faveur de l'UE.

En décembre, je reviendrai à Bruxelles avec 1000 lettres manuscrites véhiculant un message de solidarité pour la période de Noël et d'espoir pour notre avenir au sein de l'UE. ■



POUR EN SAVOIR PLUS

<http://europa.eu/!jp93vW>

CONCOURS PHOTO: «L'EUROPE DANS MA RÉGION»

Photos lauréates

Trouvez un projet financé par l'UE, choisissez le meilleur angle de prise de vue, soignez le cadrage, agencez le projet et les informations s'y rapportant sur une seule et même photo, puis appuyez sur le déclencheur! Plus facile à dire qu'à faire? C'était précisément le défi qu'ont essayé de relever les participants de la sixième édition du concours photo «L'Europe dans ma région».

Ce concours annuel met en lumière le travail remarquable accompli grâce au financement de l'UE dans le cadre de projets à travers toute l'Europe, et permet de découvrir ce que ces projets apportent aux communautés locales.

En réalité, les fonds de l'UE permettent de traiter un grand nombre de problématiques dans toute l'Europe, de l'amélioration des liaisons de transport et du soutien aux petites et moyennes entreprises aux investissements en faveur d'un environnement plus propre, en passant par la mise au point de nouveaux produits, l'amélioration de l'enseignement et le perfectionnement des compétences.

L'édition 2017 de ce concours s'est déroulée cet été sur les médias sociaux. Les candidatures ont été publiées sur la plateforme en ligne et ont ensuite été soumises à un vote public. Un jury, composé de deux photographes et d'un expert en médias sociaux, a sélectionné les trois lauréats parmi les photos ayant reçu le plus de votes de la part des internautes et parmi une série de wildcards attribuées par le jury à l'aune des critères suivants: qualité esthétique, créativité et pertinence par rapport au thème du concours.

Sur 700 photos et plus en lice, le jury a sélectionné celles d'Aliya Kazandzhieva de Bulgarie, de Mathew Browne du Royaume-Uni et de Dirk Harmsen de Suède. Les trois lauréats ont remporté un voyage pour deux à Bruxelles pour assister à la Semaine européenne des régions et des villes et participer à un atelier photo.

POUR EN SAVOIR PLUS

<http://bit.ly/1N6v7G5>

<http://europa.eu/!nd83PT>



▲ «Projet d'aménagement de l'environnement et du paysage à Skurup» de Dirk Harmsen de Suède. Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader).



▲ «Développement durable de l'environnement urbain pour soutenir l'intégration sociale à Bourgas», d'Aliya Kazandzhieva de Bulgarie» Fonds européen de développement régional (FEDER).



▲ «Aménagement des routes, des chemins piétonniers et des pistes cyclables au pays de Galles» de Mathew Browne du Royaume-Uni. Fonds européen de développement régional (FEDER).



Mystère élucidé

Gagnants de la chasse au projet en ligne organisée dans le cadre de la campagne «L'Europe dans ma région», Paolo Isoardi et sa famille ont visité Stockholm à la découverte d'un projet financé par l'UE dans la capitale suédoise. «Nous avons pu nous rendre compte dans quelle mesure le budget européen contribue au développement de Stockholm. J'ai trouvé les visites des projets de logement et de production alimentaire très intéressantes», a déclaré Paolo.



European Commission



PHOTO COMPETITION 2017

ZOLA

#EUinmyRegion



SWEDEN



POLONE



MALLA



UNITED KINGDOM



SERBIA



LEONARDEVILLE



MONTENEGRO



NETHERLANDS



MONTENEGRO



ITALY



GERMANY / FRIEDRICH



LITHUANIA



BALTIC SEA REGION



ROMANIA



SLOVAKIA



IRELAND



ALGERIA

f EUinmyRegion
#EUinmyRegion
ec.europa.eu/info/region

Le triomphe de la plume

La Semaine européenne des régions et des villes qui s'est tenue cette année du 9 au 12 octobre à Bruxelles, en Belgique, s'est révélée particulièrement passionnante pour quelques journalistes européens en herbe! Les lauréats du concours Youth4Regions destiné aux étudiants en formation dans les médias ont été invités à se joindre aux journalistes qui couvraient l'événement.

La Semaine européenne des régions et des villes par et pour les citoyens

Colombien d'origine et résidant en Espagne, j'ai pu, grâce au programme Youth4Regions de l'EWRC, vivre une expérience européenne authentique, d'abord du point de vue d'un observateur extérieur qui a pu en tirer des enseignements transposables en Amérique latine, puis en tant qu'être humain, en faisant passer les besoins des citoyens avant ceux des pays.

Au départ, lorsque j'ai été accepté dans le programme Youth4Regions de la Semaine européenne des régions et des villes 2017, je pensais qu'il s'agissait juste d'une occasion de créer des réseaux, mais c'est bien plus que ça.

Le premier enseignement, essentiel, est que l'Europe, ce n'est ni Bruxelles ni les institutions européennes – ni même le panel de représentants originaires de chaque État membre. L'Europe, c'est les citoyens. D'une part, je me suis rendu compte de l'importance de la politique régionale, qui est cruciale, car l'Union européenne doit partir des préoccupations et des besoins de ses citoyens, de leurs réalités et de leurs attentes.

De ma position de Colombien vivant en Espagne, j'ai pu constater, à travers l'EWRC, que peu importe leur histoire, leur culture et leur langue, des pays peuvent mener à bien ensemble un projet commun pour un avenir meilleur. Après avoir été le



témoin du climat de solidarité et de coopération qui règne en Europe et du dur labeur accompli dans le cadre des projets présentés, je m'interroge: l'Amérique latine, c'est un ensemble de 20 pays de culture similaire et qui parlent la même langue, pourquoi ne pouvons-nous pas mettre en place un projet semblable?

D'autre part, je voulais vivre l'EWRC en tant que journaliste et être humain et pas seulement à travers les yeux d'un observateur extérieur, ou avec toutes ces casquettes en même temps. Les journées passées à Bruxelles en compagnie de mes futurs collègues issus des quatre coins de l'Europe, et la présentation de projets locaux à impact élevé m'ont appris que, à l'extérieur de la bulle dans laquelle nous vivons, de nombreuses actions sont entreprises pour améliorer les communautés, et participent – peut-être même sans le savoir – à quelque chose de plus grand encore, à l'image du projet européen.

Il reste encore beaucoup d'histoires à écrire, à découvrir et à partager, quelle que soit leur origine ou qui les partage, car comme le disait Gandhi: «La nature humaine est la même partout, peu importe le sol que nous foulons ou le ciel que nous admirons».

José Manuel Cuevas





Sortez de votre zone de confort, repoussez vos limites et vous irez loin

Bruna Tomsic, lauréate du concours Youth4Regions et étudiante en journalisme, nous fait part de ses impressions sur la Semaine européenne des régions et des villes 2017.

Je dois l'admettre, l'édition 2017 de la Semaine européenne des régions et des villes restera l'un des moments forts de ma vie. Sachant qu'il existe énormément de projets régionaux porteurs, il n'est pas surprenant que j'ai rencontré tant de journalistes en devenir qui, eux aussi, ont eu la chance de visiter cette magnifique ville multiculturelle.

C'était ma première visite à Bruxelles et je suis enchantée d'avoir eu la chance de rencontrer des talents venus de toute l'Europe, d'avoir établi des contacts avec des représentants de l'UE et eu connaissance de futurs projets intéressants mis sur pied par l'équipe régionale de l'UE.

À l'issue de la séance de narration mobile, j'ai été sidérée devant toutes les possibilités qu'offre le reportage numérique. Par exemple, comment tenir un téléphone pendant un Facebook live, comment diffuser en direct une vidéo à partir de plusieurs appareils grâce à une application, etc. Ces idées de reportage m'ont aidée à recharger beaucoup plus facilement mes batteries avant de rentrer au Royaume-Uni pour terminer ma dernière année en journalisme multimédia.



Le fait de siéger au Parlement européen, de visiter la Commission européenne et d'assister au lancement médiatique du 7ème rapport sur la cohésion et l'alliance pour la cohésion m'a fait prendre conscience de l'éventail des réalisations de l'UE. J'espère tout simplement qu'à l'horizon 2030 les objectifs climatiques pourront être atteints, que le taux de chômage des jeunes à l'échelle régionale se sera résorbé dans tous les États membres et que les négociations sur le Brexit, qui sont toujours en cours, aboutiront à un accord financier pour l'après 2020.

La dernière soirée des prix RegioStars m'a laissé entrevoir l'importance de créer un impact, d'être une source d'inspiration et de se mettre au défi pour accomplir l'impossible. Je tiens à remercier tous les lauréats et candidats régionaux pour leur travail admirable. Étant originaire de Croatie, j'ai éprouvé un énorme sentiment de fierté lorsqu'EKOBIZ Split s'est vu décerner le prix pour son puissant programme en faveur des jeunes entrepreneurs du secteur de l'alimentation durable dans l'agriculture biologique. Espérons que cette démarche sera une source d'inspiration pour ceux et celles qui souhaitent avoir un impact social et aider leurs communautés. J'ai l'intime conviction que l'unité, la créativité et le changement sont les forces motrices de l'avenir de l'Europe, un avenir riche en possibilités et en rêves qui se réalisent.

Bruna Tomsic



Après près de neuf mois d'activité, IVY s'est étendu aux quatre coins de l'Union européenne et a recruté plus de 50 volontaires. À travers leur engagement envers le projet européen, ces jeunes européens contribuent à faire fleurir les valeurs de solidarité, de coopération territoriale et de cohésion.

«Interreg Volunteer Youth»:

la coopération territoriale pour tous

Les rameaux de lierre («ivy» en anglais) qui s'étendent et s'enchevêtrent créent un bel impact visuel sur les objets de la vie quotidienne; en les habillant de couleurs, ils les embellissent et attirent le regard. Grâce aux volontaires de «Interreg Volunteer Youth» (IVY), les projecteurs sont braqués sur les autorités de gestion, les secrétariats communs et les gestionnaires des projets d'Interreg auxquels ils participent: ils leur ont façonné un nouveau profil, plus proche des jeunes et donc mieux accepté par les citoyens européens.

L'Association des régions frontalières européennes (ARFE), qui assure la gestion de IVY, nous a permis de rencontrer de nombreux volontaires. Ils nous ont accompagnés à des événements tels que la Semaine européenne des régions et des villes, la conférence de la Commission européenne baptisée «Stimuler la croissance et la cohésion dans les régions

frontalières de l'UE» et la «Conférence européenne de communication publique EuropCom 2017», organisée par le Comité des régions.

La voix des volontaires

Nous nous félicitons du retour positif que nous avons des programmes et projets Interreg qui accueillent des volontaires dans le cadre de l'initiative IVY: par leur volonté déclarée de contribuer aux outils de la politique de l'UE et de jouer un rôle dans le façonnement de l'UE, les volontaires ont une influence certaine sur la manière dont est communiqué l'impact d'Interreg.

Les volontaires IVY ont également présenté les politiques de coopération territoriale à un tout nouveau public. Mi-novembre, la page Facebook d'IVY comptait 1715 abonnés, et le compte Twitter 873. La plupart des abonnés sont des jeunes qui souhaitent découvrir de nouvelles possibilités de s'engager dans des projets européens. Ces jeunes s'informent sur les initiatives mises en place par la Commission européenne pour renforcer la cohésion de l'Union dans ses 28 pays membres.

De plus, nos réseaux sociaux sont aussi reliés à ceux des volontaires: les histoires que nous partageons sont également publiées sur leurs réseaux. Il en résulte une mosaïque d'anecdotes à propos d'Interreg qui circulent auprès d'un grand nombre de citoyens européens et qui communiquent à la population de chaque région les résultats du programme – à l'image des rameaux de lierre qui s'étendent très loin et très vite et qui laissent une marque positive sur leur passage. ■



POUR EN SAVOIR PLUS

https://europa.eu/youth/solidarity_fr
<https://www.interregyouth.com/>

L'ouverture des frontières passe à la vitesse supérieure

Mon oncle et ma tante reviennent d'un périple en voiture le long de la magnifique côte nord de l'Espagne. Leur idée de départ était d'aller de Bilbao à Porto, mais il s'est avéré plus simple de rester sur le territoire espagnol. Louer une voiture dans un des États ibériques pour la restituer dans un autre représentait un cauchemar administratif qui risquait de gâcher leurs vacances. Cet inconvénient transfrontalier n'a été en soi qu'un petit désagrément ponctuel, nouveau pour eux. Mais pour d'autres, c'est une réalité de tous les jours.

Aucun continent ne compte autant de frontières intérieures que l'Europe. Bien que ces frontières soient invisibles, l'UE reste fragmentée par des barrières administratives, juridiques et psychologiques. Cette situation ne coûte pas que du temps et de l'argent – elle compromet la liberté des citoyens d'assumer leur citoyenneté. Par exemple, les pompiers peuvent devoir attendre avant de recevoir l'autorisation de traverser la frontière pour venir en aide à leurs collègues de l'autre côté.

Les Néerlandais sont souvent étonnés d'apprendre que je fais la navette entre la Belgique et les Pays-Bas chaque semaine, alors qu'eux-mêmes effectuent un trajet deux fois plus long à l'intérieur de leur pays. La distance, ce n'est qu'une impression. Pour gommer totalement l'idée de frontière dans le cœur et l'esprit des citoyens, il faudra surmonter toutes les complexités liées aux frontières. On retrouve cette idée maîtresse dans la nouvelle communication de la Commission: «Stimuler la croissance et la cohésion dans les régions frontalières de l'UE».

Je me suis porté volontaire en tant que journaliste d'IVY pour Interreg Flandre-Pays-Bas, car j'estime qu'afficher activement sa solidarité européenne est un facteur d'unification important pour les différentes communautés d'Europe. À travers mes reportages sur les projets transfrontaliers innovants dans ma région, je voudrais partager mon «sentiment européen» avec un public large.

Les Européens sont capables d'accomplir de grandes choses en travaillant et en pensant au-delà les frontières. Les innovations au sein de notre programme amélioreront notre société et notre marché: par exemple, l'impression en 3D à base de filaments d'origine végétale ou encore un dispositif qui permet aux personnes qui souffrent de tremblements de boire plus facilement. Ces technologies de rupture sont en cours de développement grâce à la coopération transfrontalière. Interreg transforme les défis transfrontaliers en opportunités.

Ayant tiré des enseignements de mon expérience IVY, je n'envisage plus notre région comme un ensemble de banlieues. Aussi diverses sur le plan culturel que les régions puissent être, leurs populations sont unies par des défis et opportunités communes. Les régions transfrontalières sont des symboles forts de la devise de l'UE: l'unité dans la diversité.

Robbert (Pays-Bas)



La politique de cohésion et la région de Valence – un outil indispensable pour la construction européenne

▲ Valence, Espagne.

Les processus d'intégration et d'expansion actuels de l'Union européenne sont confrontés à une myriade d'obstacles. C'est pourquoi le sentiment d'appartenance à l'Europe constitue le lien indispensable entre les citoyens et les communautés. Citons l'exemple de la population et de la communauté valenciennes, qui partagent des principes et valeurs qui ont dû parcourir un chemin compliqué avant de s'ancrer dans notre vie mais qui sont bâtis sur les fondations européennes, ébranlées à l'heure actuelle par d'innombrables défis.

À l'instar de tous les acteurs de la scène européenne, de façon générale, nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir avec les moyens du bord en vue de garantir que l'égalité, la liberté et la solidarité restent les piliers de l'édifice européen.

Dans ce contexte, nous, les autorités régionales, avons une occasion en or à portée de main: la politique de cohésion de l'UE permet de consentir des investissements à l'aune des critères fixés par la Commission européenne, avec toutefois une certaine marge de manœuvre. Même en dépit des critiques fréquentes faites à son encontre, notamment un manque de flexibilité et de transparence ou la complexité de ses processus, la politique de cohésion reste l'instrument fondamental de l'UE pour réaliser des investissements publics. Elle vise à favoriser le développement harmonieux des régions et assure un chemin commun vers la convergence sociale,



économique et environnementale – en accord avec les priorités de la stratégie Europe 2020.

C'est notamment le cas de la région de Valence, un territoire ouvert empreint d'un caractère résolument européen et international. Valence a récemment célébré la seconde édition de la conférence européenne «Grow Your Region», qui bénéficie de la politique de cohésion depuis 1988, année où la Généralité a pris ses premières mesures pour gérer ces ressources, tandis que le financement s'est considérablement accru au cours de l'année qui a suivi.

De 1989 à 2006, la région a bénéficié des Fonds structurels dans la catégorie de région cible n° 1 (actuellement appelée «de convergence»), un financement qui s'est poursuivi au cours des trois périodes de programmation. Au cours de la période 2007-2013, la région a intégré le groupe des régions «compétitivité régionale et emploi», mais a été dotée d'un statut transitoire spécifique dit «en phase d'instauration progressive de l'aide», à la suite de sa sortie de l'objectif n° 1.

Ressources réduites

La transition vers le statut de région «en phase d'instauration progressive de l'aide» s'est accompagnée d'une réduction drastique des ressources financières qui lui étaient affectées, une décision motivée par l'amélioration de sa position dans les classements des régions européennes selon leur niveau de prospérité. Pour des raisons essentiellement méthodologiques, cette situation va à l'encontre de la discrimination financière à laquelle la région de Valence est confrontée. Celle-ci est d'ailleurs reconnue dans l'ensemble des rapports scientifiques publiés par le gouvernement espagnol, le plus récent étant celui de la Commission d'experts de la réforme du système de financement autonome, ou par des organes tels que l'Autorité indépendante de responsabilité fiscale.

Ces éléments mettent en évidence la situation inhabituelle de notre territoire, non seulement au niveau national espagnol, mais aussi au niveau de l'UE, car il s'agit d'une communauté dont le revenu par habitant est inférieur à la moyenne, mais qui est malgré tout un contributeur net au système. C'est précisément en raison du manque de ressources alimentant le système de financement et les investissements que la région de Valence peine, une situation qui compromet la convergence et les possibilités de développement à venir dans des conditions égales à celles d'autres territoires.

Une situation de crise conjuguée à un sous-financement autonome et la transition vers le statut de région «en phase d'instauration progressive de l'aide» implique qu'il est essentiel, aujourd'hui plus que jamais, de maintenir, sinon d'accroître, les ressources provenant de l'Europe afin de sauvegarder les services publics de base et de les doter des infrastructures nécessaires à leur développement.

Revenons-en à la politique de cohésion. Au cours de l'exercice financier actuel 2014-2020, la région de Valence continue de bénéficier d'un financement européen au titre de différents programmes opérationnels, au niveau régional (le Fonds social européen – FSE et le Fonds européen de développement régional – FEDER), et plurirégional (emploi des jeunes, croissance durable, croissance intelligente et l'initiative PME). Au total, plus de 975 millions d'EUR ont été alloués, à l'exclusion de la balance des Fonds structurels et des investissements européens – Fonds ESI (Fonds européen agricole pour le développement rural et Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche), qui ne sont pas considérés comme faisant partie de la politique régionale et de la cohésion européenne.

Bâtir une Europe plus forte

Globalement, la Généralité met en œuvre une série de mesures cofinancées par le FSE et le FEDER. Il s'agit notamment d'un soutien au recrutement des jeunes; du programme Eurodyssée; de projets visant à améliorer l'employabilité, la qualité de l'emploi et la mobilité des travailleurs; de la conservation du patrimoine culturel de Valence; du soutien à la R&D&I dans les secteurs de la santé, de l'entrepreneuriat et de l'innovation dans les PME; du financement de stratégies de développement urbain durables et intégrées ou de projets de développement urbain durables; de l'élaboration de projets d'efficacité énergétique dans les bâtiments publics et de l'informatisation des éco-parcs, pour n'en citer que quelques-unes.

Dans le cadre du débat actuel sur l'avenir de l'Europe, qui intervient dans un climat économique et social difficile induit par la crise financière, il est essentiel de rappeler que la politique de cohésion de l'UE n'est pas uniquement l'un des principaux instruments d'investissement public au niveau régional, mais qu'elle constitue aussi l'un des piliers indispensables de la construction européenne. C'est pourquoi elle doit demeurer l'armature principale de la cohésion économique, sociale et territoriale à long terme. Par ailleurs, elle revêt une importance capitale dans les régions qui accusent une double perte de ressources, comme c'est le cas de la région de Valence. Les régions européennes ont l'avantage de pouvoir combiner facilement opérabilité et contact étroit avec les citoyens, d'où la nécessité de maintenir les principes de subsidiarité et de régionalisme, ainsi que d'encourager le dialogue et la discussion avec les citoyens sur l'avenir de notre continent. ■

Vincent Soler I Marco, ministre des finances et du modèle économique, Généralité valencienne



▲ La robotisation des processus de production dans l'industrie de la chaussure permet une meilleure gestion et utilisation des ressources énergétiques et des matériaux, et une planification de la production plus en phase avec les demandes du marché.

Promouvoir l'esprit d'entreprise

M. Ximo Puig, président de la Généralité valencienne et de la Communauté valencienne, expose la situation de cette communauté autonome d'Espagne, ainsi que ses priorités et espoirs pour l'avenir.



Dans le cadre des programmes de la politique de cohésion, la Communauté valencienne faisait partie des régions de l'objectif I jusqu'en 2006. Elle est ensuite passée au statut de région en phase d'instauration progressive de l'aide en 2007-2013 et, pour la période de programmation actuelle, à celui de région plus développée. Selon vous, ces constatations reflètent-elles l'évolution de la région au cours de ces dix dernières années? Comment envisageriez-vous le rôle de l'UE dans ce processus?

Jusqu'il y a peu, la Communauté valencienne était considérée comme une région riche, sous l'effet d'un développement positif grâce à un financement de l'Union européenne. Cependant, la crise a sévèrement renversé cette tendance. De plus, l'Espagne souffre d'un sous-financement chronique, auquel s'ajoute le problème de la sous-exécution des investissements de l'État. La Communauté valencienne se retrouve dans la quasi-impossibilité de mener des poli-

tiques actives en termes de développement social et économique, d'innovation et de promotion d'un modèle économique.

Le passage au statut de région en phase d'instauration progressive de l'aide, conjugué à la crise économique, a aggravé la situation. Notre situation est dès lors mieux prise en compte, nous disposons d'une méthodologie réaliste et faisons preuve de plus de flexibilité en ce qui concerne la catégorisation des régions.

Le programme régional actuel vise à stimuler davantage la croissance économique et l'emploi dans la Communauté valencienne. Comment comptez-vous doper la productivité, en particulier dans les PME?

Nous poursuivons l'objectif d'améliorer la compétitivité des PME et, grâce au programme opérationnel pour la période 2014-2020 du Fonds européen de développement régional (FEDER), la Commu-

nauté valencienne tente de donner la priorité à la promotion de l'esprit d'entreprise. Ce choix permettra de mobiliser des idées nouvelles et de favoriser la création d'entreprises, en particulier celles que l'on pourrait considérer comme innovantes ou à vocation technologique. De même, le soutien apporté aux entreprises pour se développer sur les marchés régionaux, nationaux et internationaux, et s'associer à des processus d'innovation – surtout en ce qui concerne l'amélioration de l'accès au financement, y compris aux instruments financiers qui utilisent les fonds européens – contribue à améliorer leur productivité.

Au titre de votre programme, le soutien peut prendre la forme de subventions ou d'instruments financiers. Quels sont les avantages et inconvénients de cette nouvelle approche?

En principe, le recours à des instruments financiers présente des inconvénients –

« Il convient d'assurer la séparation des fonds dans la politique de cohésion après-2020, afin que le FSE soit le principal instrument d'une «Europe sociale», dans la mesure où son intégration au FEDER mettrait en péril l'essence même de sa finalité sociale. »

qui ne devraient être que temporaires – pour la Communauté valencienne, tels que le manque d'expérience dans la gestion de ces instruments et la méconnaissance de la part des citoyens en général quant à leur disponibilité. Quoi qu'il en soit, un bon usage des deniers publics par le biais d'instruments financiers entraîne une meilleure mobilisation des ressources financières combinées avec des fonds privés tout en réutilisant les ressources, ce qui permet aux mêmes fonds d'être utilisés dans plusieurs cycles.

Dans la Communauté valencienne, nous mettons en œuvre des instruments financiers à la fois avec le Fonds social européen (FSE) et le FEDER, mais en poursuivant des objectifs distincts. Avec ce dernier, par le biais d'instruments de prêts et de capitaux, nous apportons notre soutien aux dirigeants de PME à forte composante innovatrice et à leurs stratégies d'internationalisation. En ce qui concerne le FSE, nous nous efforçons d'apporter un soutien aux chômeurs par le biais de microcrédits et, nous sommes actuellement la seule communauté autonome, avec celle de Madrid, à mettre en place des instruments financiers en collaboration avec le FSE. Dans ce contexte, il convient de noter que la Communauté valencienne, aux côtés de la Communauté d'Andalousie, du Piémont et de la Lombardie, s'emploie actuellement à mettre en œuvre un projet européen visant à améliorer l'économie sociale au moyen d'instruments financiers.

La coopération territoriale européenne (CTE) est un pilier essentiel de la politique de cohésion. Nous vous savons particulièrement actif dans ce domaine, mais pourriez-vous nous décrire le genre de contacts que vous entretenez avec les autres régions européennes et quels avantages vous en tirez?

La Communauté valencienne s'est engagée énergiquement à collaborer pour atteindre les objectifs fixés par les programmes de coopération afin de pouvoir accueillir différentes structures connexes, telles que l'antenne pour la Méditerranée occidentale du programme de l'instrument européen de voisinage et de partenariat, ou le Point Interact de Valence, le seul qui existe actuellement dans le sud de l'Europe. Grâce à la CTE, les entités de Valence ont participé à des dizaines de projets Interreg «MED» et «Sudoe», aux côtés de différentes régions du bassin méditerranéen et de la France, du Portugal et d'Andorre, respectivement.

S'agissant de la nouvelle période 2014-2020, bien que les premières demandes aient été déposées, les entités valenciennes prennent déjà part à 29 projets Interreg, dont PANORAMED, qui entend favoriser le dialogue régional sur les cadres et accords opérationnels multilatéraux visant à résoudre les problèmes communs (voir page 56). De plus, la Communauté valencienne a pris part à des projets qui associent des régions situées en dehors de cette zone géogra-

phique, ce qui a donné lieu à une coopération permanente, à l'image de nos relations avec la Saxe-Anhalt ou les nombreux projets réalisés en collaboration avec la région d'Helsinki-Uusimaa.

Les préparatifs de la politique de cohésion après-2020 vont bon train. Que pensez-vous du débat actuel?

La Communauté valencienne estime que la politique de cohésion après-2020 de l'Union européenne doit être dotée d'un budget important, d'une part, pour maintenir et atteindre ses objectifs de cohésion sociale, économique et territoriale, qui couvrent l'ensemble des régions d'Europe. D'autre part, pour mettre à disposition les ressources publiques européennes, conformément aux traités de l'UE, au moyen d'une gestion partagée, du principe de subsidiarité et d'une gouvernance à plusieurs niveaux. Dès lors, il faut à tout prix empêcher la politique de cohésion de devenir un outil permettant d'entreprendre des réformes structurelles dans les États. Enfin, il convient d'assurer la séparation des fonds, afin que le FSE soit le principal instrument d'une «Europe sociale», dans la mesure où son intégration au FEDER mettrait en péril l'essence même de sa finalité sociale. ■



Communauté valencienne

La Communauté valencienne est une communauté autonome d'Espagne située dans le centre et le sud-est de la péninsule ibérique. Sa capitale et plus grande ville est Valence. La région est subdivisée en trois provinces – Alicante, Castellón et Valence – et 34 entités administratives.

POPULATION: Avec ses 23 255 km², la Communauté valencienne est une grande région en comparaison avec les autres communautés autonomes. Sa population de 4 934 993 habitants en fait la quatrième plus grande communauté d'Espagne, et sa densité de population de 212 habitants par km², est bien plus élevée que la moyenne nationale.

ÉCONOMIE: Le PIB de la Communauté valencienne s'élève à 105,077 millions d'EUR, ce qui la classe au quatrième rang des économies d'Espagne en volume de PIB. En ce qui concerne le PIB par habitant, qui est un bon indicateur de la qualité de vie, il était de 21 296 EUR en 2016, contre 24 100 EUR à l'échelon national.

En 2016, la dette publique se montait à 44 663 millions d'EUR, soit 42,3 % de son PIB, et sa dette par habitant était de 9050 EUR. Si l'on classe les communautés autonomes par ordre décroissant d'endettement, la région de Valence arrive à la 11^{ème} place et en 16^{ème} position en ce qui concerne la dette par habitant.

MARCHÉ DU TRAVAIL: Le taux de chômage de la région est de 17,5 %, chiffre supérieur au niveau national et, avec ses 427 000 chômeurs, la région arrive en 12^{ème} position parmi les communautés autonomes.

INDUSTRIE: Parmi les secteurs stratégiques de la région importants pour l'économie générale de l'Espagne, citons: la céramique et le carrelage; les chaussures et articles de cuir; les jeux et jouets; le bois et les meubles; le textile et l'habillement; et l'automobile.



RÉNOVATION DU COUVENT DU CARMEN DANS LA COMMUNAUTÉ VALENCIENNE

Le Fonds européen de développement régional a financé la rénovation du centre culturel du musée de la communauté. Le monastère royal de Notre-Dame du Carmen a été édifié en 1281 dans le quartier de Roterós, en dehors des remparts arabes de la ville. Il doit son nom au quartier El Carmen, l'un des quartiers les plus populaires du centre-ville.

Le monastère resta en activité jusqu'au désamortissement espagnol (1835-37), période durant laquelle il fut transformé en musée des beaux-arts. Sa nouvelle fonction lui épargna la démolition et aux 19 et 20^{ème} siècles, il fut fréquenté par de nombreux artistes valenciens de renom.

La rénovation, qui s'est déroulée en plusieurs étapes, s'est achevée en 2011. L'édifice est à présent un centre de culture contemporaine qui accueille de nombreux événements artistiques et abrite également le quartier général du Consortium des musées de la Communauté valencienne.

Au début des travaux, des ruines archéologiques islamiques ont été découvertes dans le cloître de la renaissance et les salles situées à l'étage, et elles sont aujourd'hui exposées dans une autre salle. Dans le réfectoire, le remarquable système de poutres a pu être sauvegardé, les fresques des murs et des voûtes du 13^{ème} siècle ont été restaurées, et des



supports ont été mis en place pour les expositions afin d'empêcher tout dommage aux murs extérieurs. D'autres salles ont également été restaurées, notamment la salle du chapitre et le dortoir.

L'enveloppe financière de 2 470 029,58 EUR du FEDER a permis au projet de récupérer 3300 m² d'espace d'exposition, qui a déjà accueilli à ce jour plus de 650 000 visiteurs. Rien qu'en 2017, un nombre record de plus de 150 000 personnes ont participé à des activités et visité des expositions. Grâce au FEDER, la Communauté valencienne a pu se réapproprier un espace autrefois en ruines et en faire un centre culturel et historique pour ses citoyens.

APPLICATIONS MÉDICALES ET DOSSIERS MÉDICAUX ÉLECTRONIQUES

Avec le concours du Fonds européen de développement régional, la Communauté valencienne promeut trois projets d'envergure liés aux dossiers médicaux :

- le «**dossier médical électronique**» (DME) intègre l'ensemble des informations cliniques publiques, assure la continuité des soins entre les différents domaines de la santé et permet un accès aux informations sur les soins de santé, quel que soit le lieu où se trouve l'utilisateur (un professionnel de la santé ou un citoyen);
- «**ABUCASIS**» intègre les informations des dossiers médicaux relatifs aux soins de santé primaires. Ce système est déjà largement utilisé dans la Communauté valencienne et de nouveaux modules et fonctionnalités sont en phase de développement;
- le programme «**ORION-CLINIC**» intègre les informations des dossiers médicaux relatifs aux soins hospitaliers et est actuellement utilisé dans dix hôpitaux.

Au vu des progrès accomplis, tant en termes de fonctionnalité qu'au niveau de l'utilisation généralisée des dossiers

électroniques dans le cadre des soins primaires, les efforts se sont focalisés sur l'extension du programme ORION-CLINIC à l'ensemble des hôpitaux publics de Valence.

ORION-CLINIC est un système d'informations cliniques/de santé pour les hôpitaux de la Communauté valencienne qui met fortement l'accent sur la pratique clinique quotidienne. Il vise à améliorer les prestations de soins aux patients et les résultats en matière de soins de santé en assistant le personnel médical dans son travail, en accroissant l'efficacité du processus des soins de santé dans son ensemble et en assurant la continuité des soins pour les patients.

Ce système est conçu de façon à pouvoir évoluer facilement et mis en œuvre par une gestion minutieuse du changement. Il pourra donc s'adapter aux améliorations futures de la gestion et la pratique des soins de santé, et pourra s'intégrer à d'autres systèmes du ministère des soins de santé universels et de la santé publique. Les utilisateurs sont séduits par la large gamme de fonctionnalités et une interface unique qui repose sur des tests utilisateur stricts.

ASSISTANCE FINANCIÈRE EN FAVEUR DU RECRUTEMENT ET DE LA MOBILITÉ DU PERSONNEL DE RECHERCHE

L'objectif consiste à allouer une assistance financière pour la formation du personnel de recherche doctorant, qui serait recruté pour développer un projet de recherche en collaboration avec une université ou un centre de recherche de calibre mondial, situé en dehors du système de science et de technologie de Valence. De plus, il vise à recruter du personnel de recherche en formation pré-doctorale dans des centres de recherche; il prend en charge les frais de déplacement et de séjour pour une période de trois à six mois dans des centres de recherche situés en dehors de la Communauté valencienne. Le but est d'acquérir de nouvelles techniques, accéder à des infrastructures scientifiques, consulter des fonds bibliographiques ou documentaires, et autres activités importantes dans le cadre du projet de thèse de chaque bénéficiaire, éléments qui contribueront à leur formation scientifique et technique.

Cette assistance financière favorise une croissance intelligente par la promotion de l'emploi et l'amélioration de sa qualité, promeut un niveau élevé d'éducation et de formation pour tous, et aide les jeunes à passer des études au monde du travail. Elle aide plus particulièrement à la formation du personnel de recherche et accroît son employabilité afin de favoriser la recherche, le développement technologique et l'innovation (RDI). Cette démarche s'inscrit dans le droit fil de la stratégie Europe 2020 qui vise à promouvoir une croissance intelligente, durable et inclusive.

Il est essentiel de disposer du capital humain adéquat en matière de RDI pour garantir la compétitivité de l'Europe, produire des connaissances et technologies nouvelles et assurer leur adaptation, transformation et exploitation, et encourager l'adoption de nouveaux modèles et principes d'organisation.



LE PROGRAMME EURODYSSÉE



La Communauté valencienne participe, depuis 1987, au programme Eurodyssée créé par l'Assemblée des régions d'Europe (ARE). Ce programme donne l'occasion à des jeunes diplômés de 18 à 30 ans d'effectuer un stage en entreprise dans différentes régions européennes. Cette expérience se déroule sur une durée de trois à six mois et bénéficie du soutien des régions. Dans la Communauté valencienne, ce programme relève de la direction générale des finances et des fonds européens du ministère des finances et du modèle économique, et est cofinancé jusqu'à 50 % par le Fonds social européen (FSE) au titre du programme opérationnel de la Communauté valencienne (POCV) 2014-2020.

Outre le fait qu'il permet aux jeunes participants d'acquérir une expérience professionnelle, le programme leur offre également la possibilité d'apprendre une langue étrangère ou d'approfondir leurs connaissances linguistiques, et de développer leurs connaissances de la culture de la région d'accueil. Le programme est également intéressant pour les entreprises, car elles ont la possibilité d'accueillir des jeunes originaires des quatre coins d'Europe formés dans leur secteur d'activité et parlant des langues qui présentent un intérêt pour elles.

29 régions sont partie prenante au programme Eurodyssée. Les participants au programme sont de jeunes demandeurs d'emploi inscrits comme citoyens de la Communauté valencienne. Ces jeunes viennent de terminer leur formation et sont en possession d'un diplôme (universitaire, d'une profession réglementée, ou sont demandeurs d'emploi) et possèdent une connaissance d'une langue étrangère. En vertu du principe de réciprocité, inscrit dans les statuts du

programme, le gouvernement régional de Valence accueille un nombre équivalent de jeunes Européens qui effectueront un stage de deux à cinq mois dans des entreprises de Valence.

Ce séjour comprend une période de formation linguistique et d'immersion culturelle de quatre semaines, organisée par la région d'accueil, et une période de stage en entreprise d'au moins deux mois et de maximum cinq mois, assortie d'un salaire ou financé par une bourse (si en dehors de l'UE). La région d'accueil se charge également de la recherche d'un logement pour la durée du séjour.

La Communauté valencienne, par l'intermédiaire de la direction générale des finances et des fonds européens, accorde une subvention de 1403 EUR par mois et par emploi, à laquelle s'ajoute une contribution de l'entreprise d'au moins 122 EUR par mois, le montant total étant alloué pour couvrir les coûts en main-d'œuvre des personnes engagées. Après déduction de l'impôt sur le revenu (19 %) et de la sécurité sociale dont s'acquittent l'entreprise et le travailleur, ce dernier perçoit un montant net minimum de 843,35 EUR.

Un grand nombre de jeunes ont bénéficié de cette initiative. Au cours des dix dernières années (2008-2017), 616 jeunes de Valence ont effectué un stage dans des régions participantes (Allemagne, Belgique, Croatie, Italie, France, Géorgie, Norvège, Portugal, Roumanie et Suisse), et un total de 556 jeunes originaires d'autres régions européennes ont été accueillis par des organisations et entreprises de Valence.

Si l'on se base sur le suivi des jeunes revenus à Valence ces dernières années, 60 % d'entre eux ont décroché un emploi au cours de la première année qui a suivi leur retour, dont 45 % relativement rapidement. La conjoncture du marché de l'emploi n'est plus la même actuellement et reste à savoir quel sera son impact sur le taux d'inclusion.

Le budget disponible pour l'entièreté du programme opérationnel de la région s'élève à 3 776 656 EUR. Les ressources prévues pour l'exercice financier 2017 se montent à 732 000 EUR, à répartir entre les subventions aux entreprises de Valence qui accueillent les jeunes, l'aide au logement pour les jeunes, les cours de langue, l'assistance technique et l'immersion culturelle.

PLANS DE MOBILITÉ URBAINE DURABLE

Conformément à la stratégie Europe 2020, le gouvernement de la Généralité valencienne a approuvé le programme opérationnel du Fonds européen de développement régional pour la Communauté valencienne pour la période 2014-2020.

L'objectif de la Communauté valencienne à l'horizon 2020 est de concentrer ses ressources sur des secteurs à forte valeur ajoutée qui lui permettent de consolider son modèle de développement autour de la croissance intelligente. La Communauté élargira le champ des activités pour lesquelles la région est dotée d'une spécialisation et de qualifications plus approfondies, tout en tenant compte du territoire en tant que facteur de compétitivité.

Dans cette optique et afin d'assurer une plus grande efficacité dans l'utilisation des fonds, toutes les stratégies régionales existantes applicables dans le cadre de la Communauté valencienne ont été prises en compte.

Ainsi, le 23 novembre, la Communauté valencienne a sollicité une série de subventions dans ce domaine pour appuyer les projets de mobilisation locale au profit des municipalités pouvant prétendre à un cofinancement au titre du PO FEDER 2014-2020 de la CV, autour des axes prioritaires 4 et 6.

En ce qui concerne l'axe 4 (favoriser le passage à une économie sobre en carbone dans tous les secteurs), seront subventionnées les actions qui ont une incidence sur l'objectif spécifique 4.5.1. «La promotion de la mobilité urbaine durable: transports urbains propres, transports en commun, liaisons entre milieux urbain et rural, amélioration du réseau routier, déplacements à vélo et à pied, mobilité électrique et développement d'un système d'approvisionnement en énergie propre.» Il s'agit plus particulièrement de l'élaboration, de l'adoption et de la mise en œuvre par les municipalités de la Communauté valencienne de leurs propres plans de mobilité urbaine durable (PMUD).

Il convient de noter que l'élaboration et la mise en œuvre de ces PMUD dépendent d'un processus de participation citoyenne pour devenir un instrument de transformation pour les villes, visant à privilégier les trajets à pied et à vélo, améliorer l'accessibilité, créer des espaces urbains favorisant la convivialité citoyenne et des déplacements plus sains dans l'environnement urbain.

Dans leur planification et élaboration des plans de mobilité urbaine durable, les entités locales ont tenu compte des besoins des différents agents associés à la mobilité urbaine: elles ont conçu un processus participatif ouvert au réseau associatif, aux acteurs économiques et aux résidents souhaitant participer au niveau individuel.

Les fonds de l'UE continuent à produire des effets bénéfiques pour Malte

Tout au long de la période de programmation 2007-2013, 850 millions d'EUR de fonds européens (Fonds européen de développement régional et Fonds de cohésion) ont été investis dans des pans clés de l'économie maltaise dans le but d'améliorer de façon substantielle la qualité de vie des citoyens du pays.

Sur la base des avancées réalisées, une enveloppe supplémentaire de 700 millions d'EUR a été allouée pour la période de programmation 2014-2020. Ces fonds sont destinés à soutenir la création d'emplois, la compétitivité des entreprises, la croissance économique, le développement durable, et à améliorer la qualité de vie des citoyens de Malte.

Dans le cadre de la stratégie Europe 2020, qui place la recherche et l'innovation (R&I) à l'avant-garde des efforts de l'Europe pour se muer en une économie intelligente, durable et inclusive dotée de niveaux élevés d'emploi, de productivité et de cohésion sociale, Malte a alloué des fonds à l'infrastructure de R&I et à des mesures visant à renforcer les relations entre le milieu universitaire et le monde industriel. Cette tendance a été maintenue au cours de la période de programmation actuelle, et les investissements futurs continueront d'accorder la priorité aux installations de R&I et à l'accès au financement pour les entreprises.

Dans le passé, les investissements dans l'infrastructure éducative visaient à fournir une plateforme solide destinée à augmenter le niveau de participation à l'éducation aux niveaux post-secondaire et tertiaire. Le FEDER a consenti des investissements de 112,5 millions d'EUR, notamment dans l'infrastructure, les travaux d'agrandissement et de modernisation des principales institutions post-secondaires et tertiaires. Au cours de la période de programmation 2014-2020, les interventions continueront de viser la réalisation des objectifs nationaux de l'archipel maltais, qui consistent à réduire le décrochage scolaire et à augmenter le nombre d'adultes de 30 à 34 ans qui terminent des études supérieures. Les investissements



issements en matière d'éducation sont toujours complétés par le Fonds social européen, qui met l'accent sur la qualité de l'enseignement et les compétences des étudiants.

Promotion d'un pôle économique

En raison du manque de ressources naturelles, de la taille et de la situation géographique de Malte, il est essentiel de développer des marchés-niches spécifiques dans lesquels le pays puisse exceller et produire de la richesse économique. Dans cette optique, plusieurs investissements ont été réalisés, et continueront de l'être, grâce au financement de l'UE pour renforcer la compétitivité du pays et en faire un pôle d'excellence dans différentes activités économiques. Le financement de l'UE continuera à être mobilisé dans le cadre d'efforts de restructuration et de re-modernisation consentis dans le secteur privé à travers différents instruments financiers et subventions.

Le secteur de la santé constitue également l'une des priorités de l'archipel, d'autant plus qu'il est le garant d'une société davantage fondée sur l'inclusion sociale. Des projets phares, comme le centre d'oncologie, prévu dans le cadre de la période de programmation précédente, bénéficieront d'investissements supplémentaires afin d'améliorer les services de santé à Malte et assurer la prestation de services communautaires.

La mise en place de meilleures installations destinées à l'industrie du tourisme de Malte est jugée essentielle au vu de son poids dans l'économie locale et du nombre d'emplois qu'elle génère. Au cours de la période de programmation 2007-2013, des investissements destinés à améliorer les services touristiques locaux, à développer de nouveaux marchés-niches, et à restaurer un certain nombre de sites historiques à forte valeur touristique ont été réalisés. Les mesures supplémen-

taires pour la préservation des sites naturels, historiques et culturels seront maintenues au cours de la période actuelle.

Les caractéristiques spécifiques de Malte, notamment sa petite taille et sa densité urbaine relativement élevée, posent des défis majeurs pour le secteur des transports du pays. C'est pourquoi les fonds de l'UE continueront d'être consacrés à l'optimisation de la connectivité de l'archipel maltais, tant sur le plan national qu'international. Cet objectif pourra être atteint grâce à des investissements dans les infrastructures routières du RTE-T, l'infrastructure maritime et le transfert modal. Ces investissements contribuent, entre autres, à réduire les goulets d'étranglement et à raccourcir la durée des voyages, ce qui ne pourra qu'entraîner une amélioration de la compétitivité.

Afin d'atteindre les objectifs UE 2020 liés à l'énergie que Malte s'est fixés, plusieurs initiatives mobilisant les fonds de l'UE ont été entreprises pour encourager la production d'une énergie propre et l'adoption de pratiques efficaces sur le plan énergétique, luttant ainsi contre l'impact de l'électricité et de la consommation sur l'environnement. Les résultats positifs continueront de se multiplier grâce aux interventions et aux initiatives ciblant les ménages, les entreprises et le secteur public et qui encouragent les économies d'énergie et les systèmes favorisant l'efficacité énergétique.

Gestion des déchets et des eaux

La gestion des déchets et des eaux constitue également deux piliers importants. Afin de relever le défi en matière de gestion des déchets auquel Malte est confrontée ainsi que ses effets délétères sur l'environnement, une enveloppe de 125 millions d'EUR a été allouée au cours de la période de programmation précédente en faveur d'investissements de grande envergure, tels que la réhabilitation et l'assainissement de décharges désaffectées. De nouvelles interventions sont prévues pour réduire la quantité de déchets et dévier les résidus vers le recyclage.

“ *En raison du manque de ressources naturelles, de la taille et de la situation géographique de Malte, il est essentiel de développer des marchés-niches spécifiques dans lesquels le pays puisse exceller et produire de la richesse économique.* ”

La sécurité de l'approvisionnement en eau et la gestion des eaux usées représentent aussi deux autres défis de taille pour le pays. Par le passé, d'importants investissements ont été consentis pour répondre à ces deux problématiques. Ces secteurs continueront de recevoir des investissements au titre de la politique de cohésion afin de mettre en place l'infrastructure nécessaire pour fournir à Malte suffisamment de ressources en eau sans tarir l'aquifère naturel. Dans le but d'alléger la forte pression qui s'exerce sur les ressources en eau de l'archipel et d'améliorer la qualité de l'eau tout en s'adaptant au changement chimique, les interventions prendront la forme d'une campagne de sensibilisation sur la conservation et l'utilisation efficace de l'eau, et viseront à optimiser l'utilisation et la qualité des eaux souterraines. ■

Dr Aaron Farrugia, Secrétaire parlementaire pour les fonds de l'UE et le dialogue social

Esplora, le centre des sciences interactif de Malte offre un cadre éducatif informel pour la découverte scientifique. ▼



PHOTOGRAPHIÉ À MALTE

Les projets financés par le Fonds de cohésion et le Fonds européen de développement régional à Malte contribuent à la création d'emplois, favorisent la croissance économique, renforcent la compétitivité des entreprises, améliorent l'apprentissage et la formation, promeuvent le développement durable, et valorisent le patrimoine culturel et le secteur du tourisme de l'île.



01



04



05



02



06



03



07

08



01 Le projet de réhabilitation et d'assainissement des décharges désaffectées vise à remettre en état des décharges pour les transformer en parcs publics.

02 Le projet national d'aide aux victimes d'inondations fournira de meilleures infrastructures de drainage des eaux pluviales et assurera une meilleure gestion de la vallée.

03 La route côtière de Salina a été étendue et remise en état.

04 Le schéma directeur: Le projet des instituts des sciences appliquées, des affaires et du commerce a fourni de nouvelles installations et du matériel didactique et des équipements modernes.

05 Le centre national des sciences interactives fournit une infrastructure permanente de pointe pour une expérience scientifique interactive.

06 Le projet de conservation du patrimoine archéologique assure la conservation de deux sites classés au patrimoine mondial de l'Unesco et qui font partie des temples mégalithiques de Malte.

07 Le projet a débouché sur la création d'un espace urbain aménagé, un aquarium public, une école de plongée, des aires de stationnement, une piste cyclable et le parc patrimonial de la garrigue.

08 Le bâtiment du centre des services informatiques de l'Université accueille un centre de données, des laboratoires informatiques, des salles de formation et des installations de vidéoconférence.

09 Le centre d'oncologie de l'hôpital Mater Dei dispose d'installations de pointe pour le traitement du cancer.

10 Dans le cadre du projet, un système de panneaux photovoltaïques de 30 KWp a été installé sur le toit du Għajnsielem Band Club.

11 L'expérience autour du patrimoine du Fort Saint-Ange comprend la restauration de ce fleuron de l'histoire dans le Grand Port.

12 Dans le cadre de la restauration de la citadelle, un centre des visiteurs a vu le jour et des espaces publics et des infrastructures ont été remis en état.

09



10



11



12



LA PAROLE EST À VOUS

PANORAMA
vous invite à
envoyer vos
commentaires!

La parole est à vous est la section de *Panorama* où les parties intéressées aux échelons local, régional, national et européen présentent leurs réalisations pour la période 2014-2020 et donnent leur avis sur les discussions décisives actuelles sur la politique de cohésion de l'après-2020.

Panorama vous invite à envoyer vos commentaires dans votre langue. Ils figureront peut-être dans un prochain numéro. Contactez-nous à: region-panorama@ec.europa.eu pour obtenir plus d'informations sur les délais et les instructions.

Programme d'appui à la réforme structurelle: le petit nouveau



Lambert Van Nistelrooij,
Corapporteur PARS, membre
du Parlement européen

Depuis avril 2017, les États membres peuvent introduire une demande spontanée d'appui à la mise en œuvre de réformes, de programmes d'ajustement économique et de réformes en phase avec les recommandations spécifiques par pays (RSP).

L'idée sous-jacente est que les réformes spécifiques de l'administration publique stimulent l'innovation, l'investissement et la croissance socio-économique. En même temps, ces réformes créent davantage de synergies entre les réformes économiques et fiscales générales et les Fonds structurels et d'investissement européens (Fonds ESI). Forts de l'expérience et de l'expertise de leurs acteurs de premier plan, les États membres, qui bénéficient désormais de l'instrument du programme d'appui à la réforme structurelle (PARS), ont gagné en efficacité et en efficience.

À ce jour, plus de la moitié des États membres ont eu recours au PARS: le service d'appui à la réforme structurelle (SARS) – le service de la Commission européenne qui assure la coordination du PARS – a enregistré plus de 200 demandes d'appui provenant de 16 pays de l'UE. 60 % de ces demandes, qui portent sur plusieurs domaines, comme la gestion financière publique, la gouvernance, l'environnement commercial, le marché du travail, les services sociaux et le développement du marché des capitaux, ont été considérés comme admissibles.

Plus de 22 millions d'EUR sont consacrés à la mise en œuvre de ces réformes pendant la première année. Étant donné que les Fonds ESI assurent le financement de ce programme, l'un des éléments clés était le principe de partenariat, une valeur essentielle de la politique de cohésion. Nous nous réjouissons de voir que la Commission et les États membres ont adopté activement ce principe dans le cadre des plans de coopération et d'appui qu'ils ont présentés.

Prochaines étapes

Le PARS, adopté pour la période 2017-2020, contribue aux réformes structurelles institutionnelles, administratives et de maintien de la croissance dans les États membres. Le budget du programme s'élève à 142,8 millions d'EUR au titre des Fonds ESI. D'ici à juin 2019 au plus tard, la Commission européenne présentera son évaluation à mi-parcours du programme, qui concerne surtout la valeur ajoutée européenne et les défis relevés aux échelons local, régional et national. ■

Placer les territoires au cœur de la politique de cohésion

La politique de cohésion apporte des avantages indéniables aux citoyens européens, et il est essentiel qu'elle continue d'avoir un impact dans toutes les régions, les programmes et stratégies régionales prenant activement en compte tous les contextes socio-économiques et territoriaux.

De plus, son prolongement après-2020 devrait permettre de répondre aux questions en suspens: faible visibilité des résultats et faible appropriation de la politique de cohésion par ses destinataires finals, les citoyens; complexité excessive des règles d'accès aux fonds et difficulté pour répondre rapidement aux besoins émergents; prise en compte insuffisante de la diversité et des spécificités territoriales; et règles uniformes qui tendent à accroître les disparités locales.

Il faudra également tenir compte du fait qu'une fragmentation excessive des interventions ne permet pas d'atteindre une masse critique suffisante pour entraîner des retombées positives à long terme, et que l'intégration des interventions rencontre souvent des difficultés importantes. Il faudra dépasser cette vision qui, pour l'heure, demeure trop axée sur les segments, simplifier considérablement l'appareil réglementaire et



Enrico Mattei,
Région autonome du Val d'Aoste,
coordinateur du département des
politiques structurelles
et des affaires européennes

permettre une plus grande flexibilité dans les programmes.

C'est pourquoi une approche territoriale intégrée permettrait de mieux répondre aux défis auxquels doivent faire face tous les territoires de l'Union européenne. Des recherches récentes ont en effet montré que les écarts entre le niveau de développement des zones

urbaines et rurales se creusent. Il devient dès lors indispensable d'accorder une attention particulière aux différentes spécificités territoriales – en particulier au profit de certaines zones, notamment montagneuses, qui présentent un handicap géographique permanent. À ce niveau, la tendance à la baisse de la population ne peut être inversée qu'en améliorant les conditions de vie des habitants, ce qui va de pair avec un accès amélioré aux services ainsi que de meilleures conditions pour l'établissement des entreprises (par exemple, par une compensation des différences de coûts liées à l'altitude).

Il est nécessaire de reconnaître l'importance du rôle des communes montagneuses (dans la protection des sites naturels et le façonnement du paysage, la limitation des risques hydrogéologiques et le maintien d'un environnement non pollué), non seulement en faveur des résidents locaux mais aussi pour toutes les communautés, des plaines jusqu'aux grandes villes. ■

“ ... il faudra dépasser cette vision qui, pour l'heure, demeure trop axée sur les segments, simplifier considérablement l'appareil réglementaire et permettre une plus grande flexibilité dans les programmes. ”

Position des Départements de France relative à l'avenir de la politique européenne de cohésion

“ En contribuant à réduire les écarts de richesse entre les territoires européens et en encourageant le développement de ces derniers, la politique de cohésion joue un rôle essentiel dans l'intégration européenne. ”

En cette période de débat et de positionnements institutionnels sur la période et le devenir des Fonds européens pour la période post 2020, les Départements français ne pouvaient pas, bien sûr, rester inactifs.

Forts de leurs acquis et de leur rôle éminent dans la mobilisation des FESI et notamment dans la mise en œuvre de l'axe 3 « Inclusion » du FSE – 78 Départements en sont Organismes intermédiaires -, leurs élus se sont réunis pour bâtir une position commune à ce sujet. Leurs conclusions reposent sur les constats et principes suivants.

La politique de cohésion est un élément essentiel de la construction européenne, de par la réduction des écarts de richesse et de développement entre territoires de l'Europe qu'elle permet.

Alors que les réflexions relatives à l'avenir de la politique européenne de cohésion après 2020 s'engagent dans la

perspective d'un budget amputé de la contribution financière du Royaume-Uni, cette politique ne doit pas servir de variable d'ajustement.

Dans ce contexte, les Départements de France se mobilisent pour le maintien d'une véritable politique de cohésion, dans l'ensemble des territoires et sur des thématiques larges.

La position des Départements de France repose sur cinq grands principes :

- une politique de cohésion forte et ambitieuse;
- un engagement fort en faveur de l'inclusion portée par les Départements, en leur qualité de chef de file des solidarités et garants d'une mise en œuvre efficiente du Fonds social européen (FSE);
- la prise en compte de territoires spécifiques au sein de la politique de cohésion;
- la prise en compte des spécificités de la coopération transfrontalière au cœur de la politique de cohésion;
- une meilleure gouvernance de la politique de cohésion.

Une résolution en ce sens a été présentée au Bureau de l'ADF fin novembre. ■



Simon Letonturier (gauche) et Augustin Rossi (droite), Assemblée des départements de France, conseillers

Estrémadure, un modèle innovant qui repose sur la spécialisation et l'entrepreneuriat

La région espagnole d'Estrémadure, reconnue par l'Europe par l'attribution du prix de la Région européenne entreprenante de 2017, a privilégié le développement de l'entrepreneuriat et des entreprises en tant qu'un des piliers de sa croissance et convergence vers les autres régions européennes. Par ailleurs, elle s'est dotée d'un plan d'action axé sur des domaines de spécialisation intelligente, envisagés dans le cadre de la stratégie RIS3 pour l'Estrémadure.

Un exemple de cette approche est le programme de financement dans le cadre du plan régional VI pour la recherche, le développement technologique et l'innovation dans les domaines de la spécialisation. Mis en place par le gouvernement régional, il s'agit de l'instrument de base de la planification, promotion, gestion et exécution de la recherche, du développement et de l'innovation. Il est doté, pour les quatre prochaines années, d'un budget total de 420 millions d'EUR qui couvre également de nombreuses autres actions.



Jesús Alonso Sánchez,
Secrétaire général de la science,
de la technologie et de l'innovation du
ministère régional des infrastructures,
Junta d'Estrémadure

À l'heure actuelle, le premier «paquet» du programme est en cours d'exécution pour financer des projets dans des entreprises à vocation technologique et des jeunes entreprises. Il s'agit de produits financiers qui s'adressent aux entreprises privées, d'une valeur totale de 32 millions d'EUR. Leurs lignes stratégiques ciblent la promotion de la R&D&I dans des domaines tels que l'agroalimentaire, la santé, les énergies renouvelables, le tourisme, les TIC, la bioéconomie et l'économie circulaire, la transformation numérique, et les sciences humaines et sociales.

La mise en œuvre du plan entend renforcer le système scientifique de l'Estrémadure dans son ensemble, par la promotion des centres de technologie et des groupes de recherche, et l'établisse-

« Le plan régional VI est l'instrument de base de la planification, promotion, gestion et exécution de la recherche, du développement et de l'innovation, et est doté d'un budget de 420 millions d'EUR sur une période quatre ans. »

ment de liens entre recherche et entreprises au moyen de 66 mesures. Par ailleurs, la ville de Cáceres lancera un «bio-incubateur», et un autre incubateur axé sur la bioéconomie et l'économie circulaire sera mis en place à Mérida, la capitale de l'Estrémadure.

Outre les programmes destinés aux entreprises, il convient également de mentionner le plan pour l'emploi des jeunes. Doté d'un budget de 4,5 millions d'EUR, ce programme vise non seulement à améliorer l'employabilité des jeunes possédant une formation universitaire ou une formation professionnelle moyenne ou supérieure, mais valorise également le talent des jeunes et promeut la culture de recherche des entreprises régionales dans les domaines de spécialisation de la région. ■



De bonnes perspectives pour les soins médicaux transfrontaliers

Ces dernières années, grâce au financement du FEDER, NÖGUS (Fonds de santé et Fonds social de Basse-Autriche) a déployé de nombreux efforts et organisé des projets de coopération dans le secteur de la santé entre la Basse-Autriche et ses pays voisins. L'objectif est de garantir que les populations habitant de part et d'autre de la frontière puissent recevoir des soins médicaux au plus près de chez eux. Au vu de la grande réussite de ce projet, l'ensemble des activités transfrontalières ont été inscrites, en septembre 2017, dans un cadre commun baptisé «Healthacross».

On entend par «Healthacross», la fourniture de soins de santé sans frontières. La coopération internationale et des projets de santé innovants dans les régions transfrontalières entre la Basse-Autriche et la République tchèque, et entre la Basse-Autriche et la Slovaquie, donnent vie à cette initiative.

Fidèle à la devise «des idées européennes qui prennent racine dans la région transfrontalière», l'équipe spécialisée dirigée par la directrice de projet Elke Ledl, MA, repousse toujours plus loin les limites lorsqu'il s'agit de la fourniture de soins de santé: «Nous voulons que notre travail jette des ponts entre la Basse-Autriche et d'autres pays européens afin que les citoyens de part de d'autre de la frontière puissent bénéficier de soins près de chez eux.»

Les avantages des projets transfrontaliers sont multiples. Les patients peuvent décider eux-mêmes de quel côté de la frontière ils souhaitent suivre un traitement, et ils peuvent bénéficier d'un traitement médical au niveau local. Cet aspect est particulièrement crucial dans une situation d'urgence et pourrait sauver des vies s'il s'avère que l'hôpital le plus proche ou l'ambulance disponible la plus proche se situe de l'autre côté de la frontière. La coopération et les réseaux internationaux offrent également l'opportunité d'apporter l'expertise d'autres pays en Basse-Autriche.

Des soins dans toutes les communautés

Des patients tchèques se rendent à l'hôpital régional de Gmünd

La coopération transfrontalière a facilité la vie quotidienne de la population des régions de Gmünd et de Česká Velenice en particulier. L'hôpital régional de Waldviertel-Gmünd se trouve

«Les soins dispensés à l'hôpital régional de Gmünd ne sont pas uniquement d'ordre médical, mais donnent également une place à l'humain. Aujourd'hui, personne n'aime à se remémorer les difficultés liées aux longs trajets pour se rendre à l'hôpital tchèque le plus proche, et j'apprécie vraiment pouvoir recevoir des soins rapidement», explique Zdenek Tomas, un patient très satisfait de Česká Velenice, qui est devenu le 4000^{ème} patient tchèque de l'hôpital régional de Gmünd.



sur la frontière, le poste d'ambulances le plus proche du côté tchèque se situe à plus de 30 km de là, et l'hôpital le plus proche est encore plus loin, à 60 km.

Grâce à ce projet, les compagnies d'assurance tchèques couvriront les coûts de traitement de leurs patients. La communication entre patients et membres du personnel hospitalier est facilitée par l'intervention d'interprètes et un personnel tchéquophone. Des pourparlers sont en cours avec les organisations participantes en Bohême méridionale pour élargir les prestations des soins dispensés aux patients tchèques à Gmünd des simples soins de santé ambulatoires aux traitements hospitaliers. En outre, des possibilités de coopération à long terme seront mises en œuvre au sein des «cubes de santé transfrontaliers» (centres de santé transfrontaliers) à Gmünd/České Velenice.

Radiothérapie pour les habitants de Basse-Autriche à l'hôpital de Znojmo

En 2018, 15 patients – les premiers depuis la mise en œuvre du projet – des cliniques de Mistelbach, Hollabrunn et Krems dans la région de Weinviertel, bénéficieront d'un traitement de radiothérapie à l'hôpital de Znojmo.



«Nos projets pionniers qui font appel à la collaboration de régions voisines sont un exemple pour l'Europe. La Basse-Autriche a été sélectionnée comme région phare par l'Organisation mondiale de la santé», déclare Johanna Mikl-Leitner, gouverneure régionale de la Basse-Autriche.

Coopération transfrontalière en matière de sauvetage avec la Moravie méridionale et la Bohême méridionale

La Basse-Autriche a signé des accords de services d'urgence avec la Moravie méridionale et la Bohême méridionale. La prochaine étape est l'adaptation logicielle, qui permettra de professionnaliser les communications entre les centres d'appels d'urgence 144 de la Basse-Autriche et les centres d'appels d'urgence de Moravie méridionale et de Bohême méridionale

afin de faciliter les opérations de sauvetage transfrontalières. Cette mesure garantira une assistance mutuelle rapide en cas d'urgence et sans complication bureaucratique.

Centre de l'endométriose à l'hôpital régional de Melk

Premier centre de Basse-Autriche dédié à l'endométriose certifié au niveau européen, il repose sur l'échange de connaissances entre l'hôpital régional de Melk et l'hôpital de Znojmo. L'hôpital de Znojmo chapeaute cette région et accueille déjà un centre de ce type où les patientes pourront recevoir un diagnostic et un traitement plus rapidement. Une femme sur dix en âge de procréer est touchée par l'endométriose, une maladie chronique dont les symptômes sont de violentes douleurs et qui peut entraîner une infertilité. ■

«Depuis le début du projet, fin novembre 2016, nous avons déjà traité avec succès 80 patientes souffrant d'endométriose à l'hôpital régional de Melk. Cinq patientes ont pu réaliser leur rêve d'avoir un enfant – quatre d'entre elles sont tombées enceintes de façon naturelle et une a eu recours à l'insémination artificielle», explique Prim. Le Dr Leopold Wanderer, chef du service de gynécologie et d'obstétrique de l'hôpital régional de Melk.



POUR EN SAVOIR PLUS

www.noegus.at

La santé ne connaît pas de frontières



Les patients devraient pouvoir se rendre à l'hôpital le plus proche, même s'il se situe dans un autre pays.

La coopération transfrontalière en matière de santé est une façon de gérer les pénuries et les lacunes tout en tirant profit des opportunités.

Pour en savoir plus: «Coopération transfrontalière dans le domaine de la santé: principes et pratiques»:

http://ec.europa.eu/regional_policy/fr/information/publications/brochures/2017/european-cross-border-cooperation-on-health-theory-and-practice



◀ Tous les yeux sont rivés sur le lancement du projet PANORAMED le 27 septembre à Séville, en Espagne.

«PANORAMED offre une occasion unique au ministère des finances espagnol de diriger un processus innovant afin d'améliorer les perspectives dans la région méditerranéenne. L'initiative devrait associer et coordonner l'action des parties prenantes à l'échelle nationale et régionale, des initiatives de l'UE et autres dans ce domaine vers une approche commune et des actions stratégiques conjointes dans les années à venir.»

Jorge García Reig – ministère des finances espagnol, directeur général des fonds de l'UE

Les politiques méditerranéennes se dotent d'un forum sur la gouvernance

Un nouveau forum sur la gouvernance en matière de coopération transnationale européenne a été mis en place en Méditerranée afin de donner de l'élan à l'élaboration de politiques dans toute la région.

PANORAMED – La plateforme de gouvernance pour la Méditerranée est un nouveau projet à grande échelle approuvé par le programme Interreg Méditerranée, et réunit les autorités nationales et régionales des États européens du bassin méditerranéen. Ces hauts-fonctionnaires, du Portugal à Chypre, se réuniront régulièrement et travailleront en étroite collaboration sur des thèmes pertinents pour la région, tels que le tourisme côtier et maritime et la surveillance maritime.

Chapeauté par le ministère espagnol des finances et de la fonction publique en sa qualité de chef de file, le projet invite les autorités à réfléchir à de nouvelles solutions pour répondre aux défis et opportunités de croissance partagés de la région.

Doté d'une enveloppe de 9 millions d'EUR, le projet, qui se poursuivra jusqu'au printemps 2022, vise à garantir un temps et un financement suffisants pour pouvoir influencer sur les décisions politiques concernant la planification du développement durable dans la région.

Projet phare pour la Méditerranée

Considérée comme un projet «phare» par la Commission européenne, cette initiative est suivie par ses trois directions générales – Politique régionale et urbaine, Affaires maritimes et pêche, et Voisinage et négociations d'élargissement.

D'autres acteurs méditerranéens de premier plan s'y sont associés en vue de soutenir le projet en élargissant l'éventail des solutions conjointes.

La principale intervention des partenaires, tels que l'Union pour la Méditerranée, le PNUE/PAM, l'initiative pour la Méditerranée occidentale, la stratégie de l'UE pour la région de l'Adriatique et de la mer Ionienne, et la CIM-CRPM, concerne l'alignement des initiatives et des fonds afin de produire de meilleurs résultats et de générer un impact plus prononcé.

Les États européens reconnaissent la pertinence stratégique de PANORAMED et son incidence sur les politiques de coopération et de cohésion futures en Méditerranée au-delà de l'horizon 2020, année qui marque la fin de la période de programmation actuelle. Le projet peut continuer à apporter une contribution positive aux nouvelles stratégies de l'UE en Méditerranée au-delà de la durée du programme. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

<https://governance.interreg-med.eu>

PROJETS

VERS L'INFINI ET AU-DELÀ À L'EURO SPACE CENTER EN BELGIQUE

**INVESTISSEMENT TOTAL
6 305 400 EUR**

**CONTRIBUTION DE L'UE
2 360 400 EUR**

Avec le soutien du Fonds européen de développement régional, l'Euro Space Center invite petits et grands à découvrir les mystères de l'espace grâce à des simulateurs multimédia et de réalité virtuelle, un cinéma 5D et une marche lunaire.

Construit au début des années 90, l'Euro Space Center est un centre de découverte et de loisirs axé sur l'espace qui accueille un nombre croissant de visiteurs. En partie musée, en partie parc d'attractions, le centre propose une expérience extraordinaire d'une journée pour les groupes scolaires, les familles et tous ceux qui souhaitent élargir leurs horizons!

Un financement supplémentaire a permis de moderniser le centre pour répondre à l'intérêt grandissant des personnes de tous âges. Il est à présent reconnu en Belgique comme l'autorité en matière de science et de technologie liées à l'espace et aux voyages spatiaux. Parmi les nouveautés et afin de renforcer le caractère éducatif des expositions, les visiteurs peuvent désormais vivre une expérience plus évolutive grâce à une nouvelle scénographie.

Les astronautes en herbe peuvent également vivre d'autres grands moments avec le harnais antigravité, le décollage en fusée en 5D et des expériences de réalité virtuelle. Grâce au harnais, les visiteurs peuvent sautiller dans un environnement dont la gravité est proche de celle de la lune ou de Mars. Un casque de réalité virtuelle présente, sur fond de paysage planétaire, les défis auxquels les humains sont confrontés dans l'espace.

Trois, deux, un, on décolle!

Grâce à de nombreux effets spéciaux et un réalisme époustouflant, l'expérience de cinéma 5D vous permet de revivre de l'intérieur le décollage d'Apollo 11 et son alunissage de 1969.

L'exposition multimédia offre aux visiteurs un aperçu du quotidien des astronautes dans l'espace. Nourriture lyophilisée, airbag, alarme incendie et couverture de survie sont exposés aux côtés d'objets témoignant des exploits des voyageurs de l'espace.

Le jeune visiteur peut, à l'aide d'une tablette numérique, jouer au jeu «Space Heroes» et participer à une «mission spatiale». Ce jeu éducatif, qui se joue à l'extérieur, fait appel à des personnages de bande dessinée pour partager des informations sur l'espace. Le planétarium, quant à lui, dévoile les mystères des étoiles et des planètes dans un film projeté au plafond et présentant le ciel nocturne étoilé.


Les astronautes dans l'âme peuvent réserver une «mission d'un week-end» et vivre une expérience inédite grâce à des simulateurs, comme la chaise multi-axes et le mur d'impesanteur, des dispositifs utilisés par les véritables astronautes pour se préparer au décollage.

Pour les moins de 18 ans, le centre organise des camps d'été d'une semaine autour de six thèmes dont la construction d'un satellite, le lancement d'une fusée, une formation d'astronaute et le pilotage de drones. Les étudiants passionnés par l'observation des étoiles peuvent construire des télescopes et cartographier le ciel tout en suivant des cours sur la pression, la température et l'humidité de l'air.

En combinant éducation et divertissement, l'Euro Space Center offre à ses visiteurs un aperçu unique de la conquête de l'espace et de ses avantages pour notre vie sur terre. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

<http://www.eurospacecenter.be/fr/>



PROJETS

UN GRAND PAS EN AVANT POUR LA R&D EN EUROPE CENTRALE

INVESTISSEMENT TOTAL
97 000 000 EUR

CONTRIBUTION DE L'UE
82 000 000 EUR

Un nouveau centre de recherche et développement (R&D) en République tchèque est amené à jouer un rôle essentiel dans le façonnement de l'approvisionnement énergétique futur de l'Europe. Soutenu par le Fonds européen de développement régional, SUSEN offre la possibilité aux chercheurs, diplômés et étudiants d'appliquer les sciences naturelles et le génie civil à la production d'énergie durable.

L'installation R&D du projet SUSEN (SUStainable ENergy – énergie durable), inaugurée en 2017, accueille une infrastructure qui permettra à la République tchèque d'apporter sa pierre à l'édifice des efforts européens afin de garantir une production d'énergie sûre et efficace au 21^{ème} siècle. Le centre, qui est réparti sur deux sites dans les régions de la Bohême du sud-ouest et centrale, couvre une superficie de plus de 8800 mètres carrés et constitue une composante importante du paysage R&D d'Europe centrale.

Les activités de SUSEN se focalisent essentiellement sur le développement de la technologie nucléaire en tant que moyen de production d'énergie durable. Afin de renforcer les relations de travail et de créer des synergies dans ce domaine, SUSEN noue des liens avec d'autres instituts de recherche en Europe, en particulier au sein de l'Espace européen de la recherche (EER). L'EER encourage la libre circulation des chercheurs scientifiques, des connaissances et des technologies afin d'améliorer les performances de l'UE en matière de recherche, renforcer sa compétitivité, stimuler la croissance et créer de l'emploi.

SUSEN a contribué à la création d'emplois en créant 128 nouveaux postes dans le centre. 60 % de ces postes sont réservés au personnel de recherche. Ce projet offre également des possibilités d'apprentissage exceptionnelles, notamment en donnant chaque année à 55 diplômés et étudiants l'occasion de participer à ses activités.

Le regard tourné vers l'avenir

Le développement du centre a commencé par la construction de deux nouveaux bâtiments et l'extension et la rénovation de cinq structures existantes. Ces travaux ont été suivis de l'installation et du lancement d'instruments technologiques de pointe, mettant ainsi à la disposition des chercheurs de calibre mondial les outils nécessaires pour pouvoir soutenir la concurrence dans un monde globalisé. L'un dans l'autre, la construction et l'équipement du centre ont coûté 97 millions d'EUR, dont 82 millions d'EUR ont été financés par l'UE au titre du FEDER.

Initialement prévue début 2011, l'inauguration du centre SUSEN a été repoussée à décembre 2015 à la suite de la catastrophe survenue à centrale nucléaire de Fukushima Daiichi, au Japon. Cet événement a entraîné des changements au niveau des politiques et des exigences applicables au secteur de l'énergie nucléaire, qui ont appelé à un virage au niveau du champ des recherches du centre et engendré un retard dans l'approbation et la mise en fonctionnement du centre.

SUSEN se spécialise dans la création de technologies de pointe et souvent uniques en leur genre, dont le nombre de fournisseurs potentiels est très limité. Sur les 82 millions d'EUR provenant du FEDER, le budget alloué à l'installation des seuls équipements s'élevait à 60 millions d'EUR. ■

POUR EN SAVOIR PLUS
www.susen2020.cz

PROJETS

SUIVRE LE FLUX DU TRAFIC À VILNIUS

**INVESTISSEMENT TOTAL
107 000 000 EUR**

**CONTRIBUTION DE L'UE
84 000 000 EUR**

Les quartiers nord-ouest de la capitale de la Lituanie, Vilnius, ainsi que les villes et villages avoisinants ont enregistré une forte croissance depuis l'indépendance du pays en 1991. Cependant, la construction de routes n'a pas toujours suivi. En partie grâce au Fonds européen de développement régional, la ville s'offre un contournement ouest qui lui faisait cruellement défaut.

Vilnius se situe à un point névralgique du réseau routier européen. La ville est située à la croisée d'itinéraires européens, notamment la E28, qui relie l'Allemagne à la Biélorussie, et la E85 qui commence en Grèce et se termine sur la côte lituanienne de la Baltique.

Si la ville est bien desservie par des routes qui y entrent et en sortent – la quasi-totalité étant à quatre bandes –, il lui manquait un réseau complet de contournements. Le trafic routier était souvent contraint d'emprunter des axes urbains étroits, qui n'étaient pas adaptés aux flux de circulation actuels.

Ce problème s'est encore aggravé à la suite du développement exponentiel des villes et villages en périphérie de Vilnius ces dernières années avec quelque 150 000 personnes qui font la navette chaque jour. De plus, le nord-ouest de Vilnius a enregistré une hausse de la population de 25 % au cours de ces 20 dernières années et compte actuellement 200 000 habitants. Mais dans cette partie de la ville, une seule grande artère peut gérer des flux de circulation importants.

Lentement mais sûrement

Le contournement ouest de Vilnius s'est fait attendre. Des terrains avaient déjà été réservés pour sa construction dans les années 80, mais le projet n'a reçu le feu vert définitif qu'en

1998. Et il aura fallu six années supplémentaires pour que le tracé final soit approuvé.

Les travaux commencèrent finalement en 2009 et furent réalisés en trois phases. Le premier tronçon, qui s'étend sur un demi-kilomètre, comprenait la reconstruction du pont Lazdynai, qui s'est achevée en 2011. L'ouverture du deuxième tronçon d'un peu moins de trois kilomètres eut lieu en 2014.

Si les deux premiers tronçons du contournement ont amélioré la situation des usagers de la route locaux, une grande partie du trafic entrant et sortant devait toujours traverser le centre-ville. Les choses sont rentrées dans l'ordre avec l'achèvement du troisième tronçon en 2017. Couvrant les 5,4 derniers kilomètres, il assure la liaison avec l'A2, la troisième autoroute du pays par sa longueur qui relie Vilnius à Panevėžys, à 135 kilomètres de là. Le FEDER a financé le dernier tronçon du contournement, d'un coût total de 107 millions d'EUR.

La route a été construite pour pouvoir gérer une augmentation escomptée de 6 % du trafic d'ici à 2039. En contournant la ville, la route permettra de raccourcir la durée des trajets pour les usagers locaux et longue distance. Parmi les autres retombées positives, citons la réduction des émissions de gaz d'échappement et des encombrements, ce qui aura un impact très positif à la fois sur l'environnement et la qualité de la vie des personnes qui travaillent et vivent à Vilnius. ■

POUR EN SAVOIR PLUS
www.vilnius.lt

DE MEILLEURES COMPÉTENCES POUR DE MEILLEURS RÉSULTATS

Un nouveau cadre de compétences de l'UE aide les responsables publics à perfectionner leurs compétences.

D'après le 7^{ème} rapport sur la cohésion, afin d'amplifier l'impact de l'investissement de la politique de cohésion, les États membres et les régions ont besoin d'institutions de haute qualité. Les responsables publics doivent se doter de compétences opérationnelles, professionnelles et managériales plus sophistiquées, pas seulement en matière de fonds de l'UE mais aussi dans d'autres domaines politiques, tels que les marchés publics, les aides d'État, etc.

Il est à présent possible de recenser les déficits de compétences et d'y apporter une réponse globale grâce à un tout nouvel outil élaboré par la direction générale de la politique régionale et urbaine de la Commission européenne. Il s'adresse aux institutions publiques associées à la gestion du Fonds européen de développement régional et du Fonds de cohésion – organes de coordination nationaux; autorités de gestion, d'audit et de certification; secrétariats communs et organismes intermédiaires.

Toutes ces administrations peuvent à présent utiliser un cadre de compétences de l'UE qui contient un ensemble de compétences que les administrations et leurs fonctionnaires devraient posséder, et un outil d'auto-évaluation en ligne qui permet aux employés d'évaluer leur niveau de compétence pour chaque compétence requise dans le cadre du profil



propre à leur emploi. Ces éléments contribueront à définir les objectifs de développement futurs.

«Data friendly»

La possibilité d'agréger les données issues des auto-évaluations de tous les employés est une caractéristique importante, surtout pour les gestionnaires, car elle permet d'obtenir une vue d'ensemble de l'administration. Les résultats peuvent ainsi servir de base à l'élaboration de plans d'apprentissage et de développement visant à combler ces déficits.

Cet outil flexible et convivial couvre un large éventail de compétences et peut s'appliquer à tous les types d'administrations, quelles que soient leur taille ou la dimension du programme opérationnel dont elles assurent la gestion – sectorielle ou régionale. Son impact va bien au-delà de la gestion des fonds. Il peut également contribuer à polariser davantage l'attention et à adopter une approche stratégique envers le développement des compétences à long terme, ce qui améliorera le fonctionnement de l'administration dans son ensemble ainsi que la qualité des services qu'elle dispense à ses citoyens et entreprises. ■

FORUM ANNUEL DE L'EUSALP 23 ET 24 NOVEMBRE 2017, MUNICH, ALLEMAGNE

Le forum annuel de la stratégie de l'UE pour la région alpine a réuni les institutions et acteurs clés de la macrorégion alpine. Les participants ont fait le bilan des progrès accomplis à ce jour et ont exposé les premiers résultats des neuf groupes d'action thématiques.



“*Les stratégies macrorégionales constituent les premiers et principaux cadres politiques dotés d'une dimension stratégique, d'une ambition à long terme en faveur d'une collaboration pour un avenir meilleur.*”

Commissaire Corina Crețu

RÉSULTATS GÉNÉRAUX

Une déclaration commune a été approuvée, qui présente les facteurs essentiels de la réussite future et de l'efficacité des stratégies:

- › Engagement politique, coopération plus étroite et renforcée et exploration des synergies
- › Intégration des stratégies macrorégionales de l'UE dans les programmes de financement européens après-2020
- › Bonne communication de la valeur ajoutée et des avantages des stratégies pour le grand public et des facteurs multiplicateurs.

L'INFRASTRUCTURE VERTE À LA RENCONTRE DES STRATÉGIES D'ADAPTATION AU CLIMAT

- › Assurer la coordination des actions locales, nationales et européennes en matière de changement climatique et le déploiement d'une infrastructure verte
- › Accorder la priorité à une gestion efficace et durable des forêts.

FAÇONNER L'AVENIR: CHÂÎNES DE VALEUR BIOLOGIQUES ET DOMAINES ÉCONOMIQUES TRADITIONNELS

- › Lutter contre l'exode rural et créer des perspectives d'emploi pour les jeunes
- › Faciliter la mise en réseau et le partage d'expériences entre différents domaines, et entre les jeunes agriculteurs et experts agricoles
- › Associer les parties prenantes à l'élaboration de solutions.

SE DÉPLACER VIA DES SYSTÈMES DE TRANSPORT INTERCONNECTÉS

- › Viser l'amélioration de la connectivité transnationale
- › Optimiser et harmoniser les systèmes d'information sur les déplacements dans les régions et États alpins
- › Enquêter sur les principaux défis à la création d'un système d'information sur les déplacements multimodaux et interconnectés et rendre les transports publics et les modes de transport durables plus attrayants.

L'APPROCHE DU VILLAGE INTELLIGENT

- › Un des rouages de l'innovation, du développement, de la durabilité et des perspectives d'emploi
- › La promotion du concept de village intelligent pour créer des synergies entre les trois groupes d'action concernés et examiner le potentiel de coopération
- › Trouver des solutions concrètes à la numérisation dans les Alpes afin d'identifier les moyens de déployer ces solutions dans d'autres parties de l'arc alpin qui ne sont pas engagées activement dans l'EUSALP.

LA RÉGION ALPINE EST UN ENDROIT GLOBALEMENT ATTRAYANT ET DE PROMOTION DE LA SANTÉ

- › Le tourisme de santé alpin combine l'aspect médical et le tourisme autour des différents axes que sont le tourisme, l'authenticité alpine, les preuves médicales, un développement basé sur les indications et le développement régional
- › Fournir un aperçu des projets transnationaux qui servent de modèles au développement du tourisme de santé alpin et qui sont fondés sur des ressources curatives naturelles uniques.

POUR EN SAVOIR PLUS

<https://www.alpine-region.eu/>

ACTUALITÉS [EN BREF]

TRADUCTION DU 7^{ÈME} RAPPORT SUR LA COHÉSION



Publié en octobre 2017 en version anglaise, le 7^{ème} rapport sur la cohésion est désormais disponible sur le site internet d'Inforegio en français, allemand, espagnol, italien et polonais, et les autres versions linguistiques suivront d'ici à la mi-février 2018.

Le rapport se focalise sur les régions et les villes de l'UE, tire des enseignements des dépenses de cohésion au cours des années de crise et plante le décor pour la politique de cohésion après-2020. Dans son analyse de l'état actuel de la cohésion économique, sociale et territoriale de l'UE, le rapport sur la cohésion couvre l'ensemble de nos territoires: L'économie européenne se redresse mais des disparités subsistent entre et au sein des États membres. L'investissement public dans l'UE est toujours inférieur aux niveaux d'avant la crise, alors que les régions et

les États membres doivent consentir davantage d'investissements pour répondre aux défis recensés dans le document de réflexion sur l'avenir des finances de l'UE, la révolution numérique, la mondialisation, le changement démographique et la cohésion sociale, la convergence économique et le changement climatique.

Le rapport préconise une politique à l'échelle de l'UE qui sert trois objectifs: maîtrise de la mondialisation, aucun laissé pour compte et appui des réformes structurelles. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

http://ec.europa.eu/regional_policy/fr/information/publications/reports/2017/7th-report-on-economic-social-and-territorial-cohesion

PRIX EUROPÉEN DU HAUT DÉBIT 2017

Les lauréats du Prix européen du haut débit 2017 ont été annoncés par la commissaire européenne à la politique régionale, Corina Crețu, et le commissaire à l'agriculture et au développement rural, Phil Hogan, lors de la cérémonie de remise des prix qui s'est tenue à Bruxelles le 20 novembre. Les cinq projets ont été retenus dans des catégories axées sur les modèles de financement innovants, la réduction des coûts, la cohésion territoriale, l'impact socio-économique et la concurrence. Ces projets servent d'exemples à d'autres régions et organisations qui prévoient le déploiement des infrastructures à large bande.

L'un des lauréats, «Large bande rurale» en Grèce, est un projet national soutenu par le Fonds européen de développement régional et mis en œuvre par l'intermédiaire d'un partenariat public-privé. Il fournit l'accès à des infrastructures à large bande et des services de connectivité abordables aux citoyens vivant dans des régions reculées de la Grèce – et qui étaient autrefois privés des avantages que procure la large bande. Grâce à ce projet, des réseaux à haute capacité ont été déployés dans les régions reculées dans lesquelles les acteurs du secteur privé ne voulaient pas investir en raison de leur faible valeur commerciale. Il a mis en place un réseau d'infrastructure à large bande pour couvrir des zones situées dans les régions du nord, du centre et du sud de la Grèce. Il couvre près de 45 % du

territoire grec (géographiquement parlant), c'est-à-dire 5077 villages/hameaux et 525 287 habitants des régions rurales et insulaires du pays. ■



POUR EN SAVOIR PLUS

<http://europa.eu/!tH46yD>

PROGRAMME

MAI 2018

Italie (IT) (date exacte et lieu à confirmer)

3^{ème} forum annuel de l'EUSAIR

4-5 JUIN 2018

Tallinn (EE)

9^{ème} forum annuel de l'EUSBSR

8-12 OCTOBRE 2018

Bruxelles (BE)

Semaine européenne des régions et des villes 2018

18-19 OCTOBRE 2018

Sofia (BG)

7^{ème} forum annuel de l'EUSDR

20-21 NOVEMBRE 2018

Innsbruck (AT)

2^{ème} forum annuel de l'EUSALP

Vous trouverez davantage d'informations sur ces événements dans la section Programme du site Info regio: http://ec.europa.eu/regional_policy/fr/newsroom/events/

AVIS JURIDIQUE

Ni la Commission européenne ni quiconque agissant en son nom ne sont responsables de l'usage qui pourrait être fait des informations données ci-après.

Luxembourg: Office des publications de l'Union européenne, 2017

Print: ISSN 1608-3903

PDF: ISSN 1725-8316

© Union européenne, 2017

Réutilisation autorisée, moyennant mention de la source.

La politique relative à la réutilisation de documents de la Commission européenne est régie par la décision 2011/833/UE (JO L 330 du 14.12.2011, p. 39).

Toute utilisation ou reproduction de photos ou d'autres documents qui ne bénéficie pas de la protection d'un droit d'auteur européen est soumise à une autorisation préalable à demander directement aux détenteurs de leurs droits d'auteur.

Printed in Belgium

Ce magazine est imprimé en anglais, français, allemand, bulgare, grec, espagnol, italien, polonais et roumain sur du papier recyclé. Il est disponible en ligne dans 22 langues à l'adresse: http://ec.europa.eu/regional_policy/fr/information/publications/panorama-magazine/

Le contenu de ce numéro a été finalisé en décembre 2017.

PHOTOGRAPHIES (PAGES):

Couverture: © Union européenne

Page 3: © Union européenne, 2017

Pages 4, 5, 6: © Gouvernement de Bulgarie

Page 7: © Vincent Arbelet

Page 8: © Morteau © David Cesbron

Page 9: © Emmanuel Erme

Page 10: © Shutterstock

Page 12: © Union européenne – Source: Parlement européen

Page 13: Mari Kiviniemi © Organisation de coopération et de développement économiques

Page 13: Daniel Termont © Eurocities

Page 13: Beate Merk © ministère des affaires européennes et des relations régionales, Bavière

Page 16: © Union européenne, 2017

Page 17: © Union européenne, 2017

Page 19: © Collectivité territoriale de Guyane

Page 21: © Gouvernement des Canaries

Page 22: © Union européenne, 2017

Page 23: © Union européenne, 2017

Page 24: © Union européenne, 2017

Page 25: © Union européenne – Source: Parlement européen

Page 28: Werner Färber: © Associated Press; Regina: @ Applications

TIC en faveur de l'e-inclusion; Vukusic: © Associated Press;

Katie Gillmon: © Fifteen Corwall

Page 29: Civitas mimosa © Tiago Sousa; Antonio Grassi: © Diritti a scuola; Safija Imsirovic © Joel Nilsson

Page 30: © Union européenne, 2017

Page 31: © Union européenne, 2017

Pages 34, 35: © Union européenne, 2017

Pages 36, 37: © Union européenne, 2017

Page 38: © iStock_Leonid Andronov; Vincent Soler I Marco

© Généralité valencienne

Page 39: © Généralité valencienne, Sira

Page 40: © Généralité valencienne

Page 43: © Généralité valencienne

Page 44: © Université de Valence; © Généralité valencienne

Page 46: © Gouvernement de Malte

Page 47: © Gouvernement de Malte

Pages 48, 49: © Gouvernement de Malte

Page 50: © Union européenne – Source: Parlement européen

Page 51: © Région du Val d'Aoste

Page 52: © Assemblée des départements de France

Page 53: © Région d'Estrémadure

Pages 54, 55: © NÖGUS

Page 56: © Panoramad

Page 57: © Euro Space Center

Page 58: © Susen

Page 59: © Common Creative Pixabay

RESTEZ CONNECTÉ



[ec.europa.eu/regional_policy/
cohesiondata.ec.europa.eu](http://ec.europa.eu/regional_policy/cohesiondata.ec.europa.eu)



@EU_Regional
#CohesionPolicy | #ESIFunds



EUinmyRegion



[flickr.com/euregional](https://www.flickr.com/euregional)



RegioNetwork



[ec.europa.eu/commission/2014-2019/
cretu_en](http://ec.europa.eu/commission/2014-2019/cretu_en)
@CorinaCretuEU



Office des publications

Commission européenne
Direction générale de la politique régionale et urbaine
Communication – Agnès Monfret
Avenue de Beaulieu 1 – B-1160 Bruxelles
E-mail: regio-panorama@ec.europa.eu